

# DECROISSANCE : Que faut-il faire ?

## Réflexions et propositions pour l'action collective en faveur de la décroissance

G. DINOCHÉAU – juillet 2008 (guillaume\_dinocheau AT yahoo POINT fr)

<b>1</b>	<b>PRÉAMBULE</b> .....	<b>2</b>
1.1	OBJET ET OBJECTIFS DE CE TEXTE.....	2
1.2	QU'EST QUE "LA DÉCROISSANCE" ? (DE QUOI PARLONS-NOUS).....	2
1.3	OÙ EN EST "LA DÉCROISSANCE" AUJOURD'HUI ?.....	4
1.3.1	<i>Les objecteurs de croissance (OC)</i> .....	4
1.3.2	<i>L'idée de décroissance</i> .....	4
1.3.3	<i>La décroissance en pratique</i> .....	5
1.4	CONCLUSION .....	5
<b>2</b>	<b>STRATÉGIE POUR LA DÉCROISSANCE</b> .....	<b>6</b>
2.1	QUELLES ACTIONS POUR LA DÉCROISSANCE ? .....	6
2.2	COMMENT RALLIER LA MASSE ? (ACCEPTABILITÉ DE LA DÉCROISSANCE) .....	7
2.2.1	<i>Mettre la crise à profit</i> .....	8
2.2.2	<i>Etre constructifs</i> .....	9
2.2.3	<i>La décroissance, un projet attirant</i> .....	10
2.2.4	<i>Crédibilité</i> .....	11
2.2.5	<i>Re-politiser</i> .....	12
2.2.6	<i>L'auto-entretien</i> .....	12
<b>3</b>	<b>DÉVELOPPER LES ALTERNATIVES (AXE 1)</b> .....	<b>13</b>
<b>4</b>	<b>LA TRANSFORMATION POLITIQUE (AXE 2)</b> .....	<b>15</b>
4.1	DE QUELLE POLITIQUE PARLONS-NOUS ? .....	15
4.2	L'ACTION POLITIQUE INSTITUTIONNELLE.....	15
4.2.1	<i>Partisans et détracteurs</i> .....	15
4.2.2	<i>Consolider notre projet politique</i> .....	16
4.2.3	<i>Pouvoir ou influence ?</i> .....	17
4.2.4	<i>Quel programme pour un mouvement politique pour la décroissance ?</i> .....	17
4.2.5	<i>Rallier la "gauche de gauche" ?</i> .....	19
4.2.6	<i>Décroissance et Etat ; décroissance et pouvoir</i> .....	21
4.3	L'ACTION POLITIQUE EXTERNE .....	23
4.4	L'APPROCHE RÉVOLUTIONNAIRE .....	26
4.4.1	<i>On arrête tout ?</i> .....	26
4.4.2	<i>Expérimenter la démocratie directe</i> .....	27
4.4.3	<i>Organiser des Etats Généraux ?</i> .....	28
<b>5</b>	<b>LA TRANSFORMATION CULTURELLE (AXE 3)</b> .....	<b>29</b>
5.1	REMARQUES PRÉLIMINAIRES .....	29
5.2	QUELQUES PISTES POUR L' ACTION .....	30
<b>6</b>	<b>CONSTRUCTION ET DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT POUR LA DECROISSANCE</b> .....	<b>31</b>
6.1	REMARQUES PRÉLIMINAIRES .....	31
6.1.1	<i>Qu'est ce que j'entends par "mouvement" ?</i> .....	31
6.1.2	<i>Regroupons-nous !</i> .....	31
6.1.3	<i>A propos du sentiment d'urgence</i> .....	32
6.2	DÉVELOPPER LE MOUVEMENT .....	32
6.2.1	<i>Savoir qui l'on est</i> .....	32
6.2.2	<i>Savoir d'où l'on vient</i> .....	33
6.2.3	<i>Exister</i> .....	33
6.2.4	<i>Coordonner ses mouvements</i> .....	33
6.2.5	<i>Grandir</i> .....	35
6.2.6	<i>Accroître les capacités, le rayon et l'ampleur de ses actions</i> .....	35
6.2.7	<i>Savoir où l'on va et comment l'on y va</i> .....	35
6.2.8	<i>Tendre vers le maximum de cohérence avec soi-même</i> .....	35

# **1 PREAMBULE**

## **1.1 Objet et objectifs de ce texte**

Ce texte s'adresse à tous et toutes les "objectrices de croissance", partisans de "la décroissance" ou de "l'après développement"<sup>1</sup>. Nous portons en nous le désir et le projet d'une autre société. Ce projet ne se fera pas tout seul. C'est à nous qu'il appartient de contribuer à ce changement social, de mener plus avant cette belle idée, de la concrétiser et de la faire vivre. A nous tous, ainsi qu'à toutes celles et à tous ceux qui voudront bien nous rejoindre en cours de route.

Se pose alors la question : que faisons-nous ? Qu'allons-nous faire ? Que pouvons-nous faire ? Que devons-nous faire ? Que faut-il faire ?!

La première chose à faire est peut être justement de réfléchir ensemble à ces questions, et de leur trouver des réponses collectives ! Nous devons définir les actions à même de contribuer à la décroissance.

Nous tous – individus, groupes – constituons aujourd'hui un "mouvement pour la décroissance", mais ce mouvement est informel ; il n'est pas structuré, ni coordonné ; son existence est par ailleurs encore "confidentielle". En clair : nous n'incarbons pas encore un mouvement porteur d'une véritable alternative, et identifié comme tel de l'extérieur. Une autre chose à faire aujourd'hui pour la décroissance, c'est aussi de construire et de développer un véritable mouvement, incarnant une puissance collective à même de faire avancer la société dans son ensemble vers la décroissance, plus rapidement ou de manière plus efficace qu'aujourd'hui. Sachant que le "mouvement pour la décroissance" n'existera qu'à travers les actions qu'il entreprendra.

Ce texte avance dans ce cadre quelques réflexions et pistes de réflexion, et quelques propositions concrètes :

- \* autour de la question "que faut-il faire pour la décroissance ? que pouvons-nous faire ?" ;
- \* sur le développement du "mouvement pour la décroissance".

Ce texte se veut une contribution à la réflexion collective. basée sur des lectures diverses<sup>2</sup>. J'ai bien conscience que je pose ici plus de questions que je n'offre de réponses ou de perspectives... J'ai surtout cherché en effet à identifier les différentes questions théoriques ou pratiques qui me paraissent essentielles pour le projet de décroissance en lui-même et pour le projet de construction d'un mouvement pour la décroissance. Ces questions devront trouver des réponses collectives, à travers la constitution de groupes de travail.

## **1.2 Qu'est que "la décroissance" ? (de quoi parlons-nous)**

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je dois préciser tout de suite ce qu'est pour moi "la décroissance"<sup>3</sup> : un projet de société, ou plutôt un projet de changement global de la société occidentale et du modèle qu'elle constitue pour le reste du monde ; un changement visant 4 objectifs :

- la viabilité écologique ;
- l'équité et la solidarité ;
- la démocratie réelle et la libre détermination des peuples ;
- le bien-être et l'épanouissement des individus (autour notamment des notions de liberté, de convivialité, d'autonomie, de non-violence...).

---

<sup>1</sup> J'ai choisi pour ce texte d'accorder les mots au masculin ou au féminin de manière aléatoire (idée reprise de l'ouvrage "Micropolitique des groupes", David VERCAUTEREN, Editions HB, 2007).

<sup>2</sup> Serge LATOUCHE, François PARTANT, Paul ARIES, Cornélius CASTORIADIS, Murray BOOKCHIN...

<sup>3</sup> Je ne rentrerai pas ici dans le débat sur la question de savoir si le terme "décroissance" est bien ou mal "choisi", et s'il faut lui préférer une autre expression, comme "après-développement" par exemple.

Ces 4 objectifs correspondent aux 4 grandes "tares", aux 4 grands maux du modèle politico-socio-économique actuellement dominant, auxquels la décroissance entend remédier : insoutenabilité écologique (destruction plus ou moins rapide et plus ou moins irréversible de l'environnement) ; inégalités criantes et croissantes entre les peuples et entre les individus ; disjonction entre les choix politiques et l'intérêt général, absence de contrôle réel de leur destin par les peuples ; mal-être, manque de sens à la vie, individualisme, compétition, aliénation des individus...

Compte tenu de l'ampleur des dégâts actuels et prévisibles, et contre le fatalisme ambiant, la décroissance constitue un appel au sursaut collectif pour changer de direction et de paradigme.

La décroissance est plus qu'un changement de société : une véritable métamorphose, un "saut qualitatif" impliquant une triple transformation :

- une transformation politique : il s'agit de transformer radicalement l'organisation de la société, des règles du vivre ensemble et même du projet social ("pour-quoi et comment vivons nous ensemble ?") ;
- une transformation culturelle : il s'agit de transformer radicalement le cadre culturel occidental (i.e. celui de la majeure partie des occidentaux, qu'ils soit dirigeants et dirigés), de dépasser ses présupposés idéologiques, dans ses dimensions philosophique et éthique, voire aussi sur le plan spirituel ;
- une transformation technico-économique : il s'agit de transformer radicalement notre économie, i.e. la façon dont nous répondons aux besoins matériels des individus socialisés.

Cette idée de métamorphose signifie que la décroissance doit être vue comme un processus, et non comme un état ; il s'agit d'un cheminement progressif vers les 4 objectifs énoncés plus haut<sup>4</sup>.

Au delà de cette définition, "la décroissance" peut aussi être vue comme un "objet social", qui comporte trois dimensions : une dimension théorique, une dimension pratique, et, surtout, une dimension humaine. "La décroissance" est en effet tout à la fois :

- l'ensemble d'idées et de valeurs qui sous-tendent ce projet de changement social, une lecture du monde actuel et une vision du monde auquel nous souhaiterions arriver ;
- l'ensemble des pratiques alternatives individuelles et collectives de décroissance<sup>5</sup> ;
- l'ensemble des individus et des groupes qui portent ce projet.

---

<sup>4</sup> On peut reprocher à cette définition d'être trop abstraite, de ne pas expliciter ce que signifie la décroissance dans la pratique, de ne pas dire ce qu'il y a derrière la décroissance concrètement. Non pas que la question du "comment on décroît" ne soit pas essentielle ; il me paraît cependant plus juste de définir la décroissance par ce qu'elle vise. La finalité de la décroissance – la réalisation simultanée des 4 objectifs cités plus haut – me paraît plus importante que les moyens d'y parvenir (moyens qui au demeurant restent à définir... ce texte prétend d'ailleurs contribuer à cet exercice)

S'il faut évoquer plus clairement le "comment", on peut affirmer sans ambages que la décroissance passe par une remise en question profonde, radicale, des structures et de l'évolution de la société occidentale, et des idéologies qui sous-tendent ces structures et cette évolution. Pour être encore plus clair, on peut dire qu'il n'y aura pas de décroissance sans sobriété, sans remise en question du capitalisme et de l'économicisme, sans redéfinition des modes de production et de distribution des biens et des richesses, sans relocalisation des activités, sans redéfinition des rapports entre l'homme et la nature et entre les hommes eux-mêmes, sans redéfinition du progrès... Je ne cite ici – volontairement – que quelques jalons incontournables sur le chemin de la décroissance. Il y en a d'autres ! (pardon pour les oublis...)

On le voit, la question du "comment on décroît" nous amène nécessairement à un exercice d'énumération problématique (on peut également se demander s'il est vraiment nécessaire ou souhaitable) : le contenu de cette énumération, et l'ordre que la rédaction oblige à imposer aux différents moyens énumérés, ne peuvent évidemment pas faire l'objet d'un consensus immédiat. Loin de moi l'idée de refuser le dissensus, au contraire : je dis simplement que cette élaboration ne peut être que le fruit d'un travail et d'échanges collectifs autour de la question du "comment on décroît". Et en tout état de cause les différents moyens de décroissance envisageables ne doivent pas être pris pour des fins en eux-mêmes : ils doivent demeurer des moyens, des moyens d'atteindre les objectifs de viabilité écologique, d'équité et de solidarité, de démocratie et de bien-être, qui définissent véritablement ce qu'est la décroissance.

<sup>5</sup> Je mets dans cet ensemble, en vrac et notamment : la simplicité volontaire, l'habitat écologique, les transports doux, l'agriculture biologique et paysanne, les éco-villages, les expériences pour "travailler autrement", les SEL (systèmes d'échanges locaux), les AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), les coopératives (de production, de consommation, d'achat, ou financières) ...

## **1.3 Où en est "la décroissance" aujourd'hui ?**

### **1.3.1 Les objecteurs de croissance (OC)**

S'agissant de sa dimension humaine, "la décroissance" aujourd'hui s'apparente à une "nébuleuse"<sup>6</sup> d'actrices se réclamant, d'une façon ou d'une autre, de la décroissance ou de l'après-développement, ou dont les idées en sont proches. On peut évoquer : la vingtaine de groupes locaux "décroissance" montés ici et là en France, plutôt dans les grandes villes ; les quelques théoriciens de la décroissance dont les écrits sont publiés, comme Serge LATOUCHE, Paul ARIES, Jean-Claude BESSON-GIRARD ou Pierre RABBHI ; les personnes plus ou moins anonymes qui alimentent généreusement Internet de leurs réflexions et idées ; les militants du parti pour la décroissance ; les animateurs du site Internet "decroissance.info" ; les rédactrices des journaux ou revue "La décroissance", "Silence", "l'Age de Faire"... ; le ROCADe (Réseau des Objecteurs de Croissance pour l'Après Développement) ; l'association "La ligne d'horizon" ; Le collectif "Les Renseignements Généreux"...<sup>7</sup> Sans oublier les objecteurs de croissance "anonymes", partisans de la décroissance ou sympathisantes plus ou moins affirmées, lecteurs des revues citées plus haut ou internautes, et toutes celles qui militent pour la décroissance ou la vivent au quotidien sans peut être lui donner ce nom.

En clair, si l'on peut dire qu'il y a bel et bien en France un "mouvement pour la décroissance", au sens "dynamique" du mot mouvement, il faut reconnaître que ce mouvement auquel nous appartenons n'est à l'heure actuelle pas structuré, ni coordonné ; pour l'instant nous militons d'une façon ou d'une autre pour la décroissance, mais en travaillant chacun un peu de son côté... Les rencontres d'objecteurs de croissance qui nous ont réuni ces dernières années<sup>8</sup> autour notamment de la question de la structuration des OC (sous l'angle politique en particulier), ont utilement "défriché le terrain" mais n'ont pas encore abouti. "La décroissance" ne constitue donc pas à l'heure actuelle un mouvement identifié de l'extérieur et unifié.

Surtout, il faut reconnaître que le mouvement pour la décroissance ne regroupe aujourd'hui qu'un nombre assez faible d'acteurs. Les idées et le projet que nous portons ne bénéficient par ailleurs que d'un nombre de sympathisantes dans la société lui aussi vraisemblablement assez faible, dans l'absolu et par rapport à d'autres organisations politiques et réseaux militants existants. Au final, l'ampleur et le retentissement des diverses actions qui sont menées demeure donc limité.

### **1.3.2 L'idée de décroissance**

Du strict point de vue du vocabulaire, l'emploi du mot "décroissance" et de l'expression "la décroissance" pour désigner le projet d'un changement global de la société axé notamment sur la sobriété ne date que de quelques années. L'idée elle-même – la "découverte" des impacts globaux du développement capitaliste sur l'homme et la nature, la compréhension et l'analyse systémique du développement capitaliste mondialisé, et finalement la remise en question du développement comme processus à la fois universel, inexorable et hautement souhaitable – ne date que de quelques décennies, même si elle prolonge des idées et des combats beaucoup plus anciens, comme le socialisme "historique" par exemple.

L'expression et l'idée de décroissance n'ont pas encore imprégné l'ensemble de la "société civile". Elles ne font aujourd'hui qu'émerger. On peut éprouver une certaine satisfaction à ce que les principaux médias évoquent aujourd'hui régulièrement (à défaut de fréquemment...) la question de la décroissance, même si cela n'a pas été forcément fait de façon très approfondie ni très convenable... Ayons toutefois à l'esprit que la décroissance demeure encore une idée ignorée ou méconnue de la majorité de nos concitoyens, et également, dans une moindre mesure, des "décideurs" actuels<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup> Je reprends ici l'expression de Didier LAURENCIN, qui a présenté cette nébuleuse plus en détails que je ne le fais ici (e-mail du 7/09/07 adressé aux participants des rencontres de R. de Vassivière ; je peux fournir ce texte à qui le souhaite).

<sup>7</sup> On me pardonnera là encore la non exhaustivité (volontaire) et l'ordre arbitraire de cette énumération.

<sup>8</sup> Etats généraux de la décroissance (EGDE) à Lyon (octobre 2005), Rencontres estivales des objecteurs de croissance : Saint Nolf (Morbihan, juillet 2006), Royères de Vassivière (Creuse, août 2007) et les prochaines, programmées du 12 au 14 juillet 2008 dans le Doubs.

<sup>9</sup> La place est en quelque sorte prise par "le développement durable", qui constitue une autre forme de "réaction" aux problématiques écologique, économique et sociale. On peut constater que le développement durable a réussi à s'intégrer à la culture des principaux dirigeants politiques et économiques, et qu'il commence également, après une certaine

Marginale de fait, l'idée de décroissance est également marginalisée, volontairement, par les tenants de l'idéologie dominante (dirigeants politiques, médias...) qui ne voient en elle au mieux qu'une utopie à contre courant des "réalités du monde d'aujourd'hui" (et notamment de la fameuse "réalité" économique), au pire un projet dangereux d'extrémistes rétrogrades !

### **1.3.3 La décroissance en pratique**

S'agissant des pratiques et outils alternatifs de concrétisation de la décroissance, reconnaissons qu'ils demeurent eux aussi marginaux, même si la montée des préoccupations écologiques et l'avènement du "développement durable" concourent à l'émergence de certaines pratiques individuelles plus ou moins écologiques, dans le domaine de l'alimentation ou de l'habitat plus particulièrement<sup>10</sup>. Les moyens d'une vie "alternative" ne sont aujourd'hui pas "démocratisés" : ils demeurent souvent soumis à un "parcours du combattant" qui les rend accessibles seulement à des personnes très motivées, qui agissent autant par militance que pour leur bien-être. Quant aux alternatives menées à une échelle collective, il faut reconnaître, sans minimiser l'importance et le dynamisme formidable de ces initiatives, qu'elles demeurent elles aussi quelque peu isolées et sujettes à un développement plus lent que ce que l'on pourrait souhaiter.

## **1.4 Conclusion**

Pris dans les 3 dimensions explicitées plus haut, force est de reconnaître que "la décroissance" est encore un objet marginal dans la société occidentale à l'heure actuelle. Je n'entends pas dramatiser la situation : ce constat se veut lucide, et éclairant par rapport à la question "que faut-il faire pour la décroissance ?". En premier lieu il faut faire en sorte que la décroissance, en tant que projet global de changement de la société, sorte de la marge et parvienne à se poser en tant que véritable alternative.

Pour ce faire, le mouvement pour la décroissance doit lui aussi émerger. S'il s'agit bien de poursuivre le travail déjà accompli pour faciliter et accélérer l'émergence de la décroissance, il me semble nécessaire aujourd'hui de passer à la vitesse supérieure, ou plutôt à la puissance supérieure. Ceci nous amène à la seconde question : "comment développer le mouvement pour la décroissance ?" (cf. partie 6).

---

diffusion médiatique, à signifier quelque chose pour la plupart de nos concitoyens. On notera cependant que cette intégration intervient plus de trente ans après la définition du concept.

<sup>10</sup> La soutenabilité écologique est bien le seul champ dans lequel quelques alternatives au "système" apparaissent plus ou moins spontanément. On peut constater que "le développement durable" a en revanche peu de traductions dans de nouvelles pratiques liées à la "soutenabilité sociale" et encore moins à la soutenabilité économique. Voir les écrits de Serge LATOUCHE notamment pour la critique du "développement durable".

## **2 STRATEGIE POUR LA DECROISSANCE**

Notre projet est ambitieux. Et il pose une question difficile : comment pouvons-nous l'accomplir ? Quelles actions seraient à même de contribuer à la décroissance ? Comment arriver à la décroissance ? Comment faire rentrer la société actuelle en décroissance ? Comment initier et effectuer la transition entre la société de croissance actuelle et la société de décroissance ? Comment transformer la société ?

En première réponse à ces questions il me semble que l'on peut envisager 3 voies, **3 axes constituant une "stratégie pour la décroissance"**, 3 voies qui doivent se concevoir comme complémentaires et devant être explorées simultanément<sup>11</sup> :

- **Axe 1 : un nombre croissant d'expérimentations collectives et de réalisations concrètes "décroissantes" doivent être menées un peu partout, afin que la décroissance "prenne racine" et colonise le terrain économique, social et politique**<sup>12</sup> ;

L'un des objectifs du mouvement pour la décroissance doit donc consister à rendre possible et à favoriser ces expérimentations et leur multiplication.

- **Axe 2 : les politiques actuelles doivent être infléchies vers des politiques tendant vers la décroissance ;**

C'est peut être là une difficulté majeure de notre projet. Cet axe implique en effet que des objecteurs de croissance réussissent, d'une façon ou d'une autre, à exercer une influence sur les choix politiques, et à "imposer" peu à peu des orientations "décroissantes" à l'ensemble de la société.

- **Axe 3 : le mouvement pour la décroissance doit mener une vaste opération de changement des mentalités – la fameuse décolonisation de l'imaginaire proposée par Serge LATOUCHE – condition sine qua non à l'entrée en décroissance de l'ensemble de la société ;**

Cette tâche ne semble pas moins difficile que la précédente... Il s'agit de démonter un complexe idéologique dont les fondements sont solidement ancrés en chaque individu. Le mouvement pour la décroissance doit donner de l'ampleur aux chantiers de déconstruction déjà entamés : déconstruction des mythes de la croissance et du développement, mais aussi des conceptions philosophiques sous-jacentes, comme la domination de l'homme sur la nature, la compétition entre les êtres humains, l'accroissement des richesses matérielles comme finalité principale des individus et de la société, pour ne citer que quelques exemples. Cette décolonisation doit évidemment s'accompagner de la proposition d'un nouvel imaginaire, d'une nouvelle façon de "voir les choses", et du projet de vie individuelle et collective qui correspond à cet imaginaire.

Ce travail de décolonisation, s'il doit rester sérieux, ne devra pas être trop rébarbatif (comme le militantisme peut parfois l'être...). Il me semble utile pour ce faire de lui adjoindre quelques ingrédients comme l'humour, la poésie, les arts, les symboles...

Ces 3 axes sont examinés successivement dans les parties suivantes (3, 4, 5).

### **2.1 Quelles actions pour la décroissance ?**

Quelle que soit la voie d'action envisagée parmi les 3 évoquées plus haut, on peut considérer 2 types d'actions :

- des actions locales, qui peuvent être menées un peu partout ;
- des actions de plus grande ampleur, d'échelle plus importante (nationale en particulier, voire internationale).

---

<sup>11</sup> Aucun de ces axes ne me semble pouvoir être occulté : ils sont tous les 3 nécessaires à la décroissance, et en constituent en quelque sorte des dimensions essentielles. L'ordre dans lequel sont donnés ces 3 axes ne traduit aucune hiérarchie entre eux. La numérotation est donnée à seule fin d'identification de ces 3 axes dans la suite du texte.

<sup>12</sup> "[Il s'agit] de nourrir un organisme vivant et cohérent [...] susceptible de proliférer et fertiliser le désert" – Serge LATOUCHE, préface de "Scions.. travaillait autrement", Editions REPAS, 2003.

Les premières dépendent surtout de l'imagination et de la "puissance" des groupes locaux décroissance. Ce qui importe dans le cadre d'une réflexion collective sur l'action en faveur de la décroissance, c'est de définir les actions et projets qui ne peuvent exister ou n'ont de sens qu'à une grande échelle, qui viendront compléter les actions locales ; les actions nécessitant que plusieurs personnes ou collectifs se regroupent. Il s'agit principalement selon moi :

- de "mettre en musique" et donner de l'ampleur à toutes les initiatives locales aujourd'hui indépendantes (cf. l'idée de synergie développée au 6.2.4) ; d'apporter de l'aide aux projets locaux (mutualisation et centralisation des moyens d'assistance ; cf. partie 3) ; de répondre aux divers "besoins" des groupes locaux décroissance ;
- d'organiser des actions militantes à caractère événementiel, i.e. susceptibles d'attirer l'attention de nos concitoyens et des médias à l'échelle nationale ; il peut s'agir soit d'un événement se reproduisant simultanément dans plusieurs endroits en France, soit d'un événement organisé en un lieu unique et regroupant des personnes venues de toute la France (événement impliquant la participation de beaucoup de personnes, et / ou événement "spectaculaire").

## **2.2 Comment rallier la masse ? (acceptabilité de la décroissance)**

*"Le sort de l'humanité passe par l'interruption d'un cours auquel à peu près tout le monde adhère irrésistiblement. Défi peu ordinaire !" Jean Paul BESSET, "Comment ne plus être progressiste... sans pour autant devenir réactionnaire", Seuil, p313-332.*

Non seulement l'idée de décroissance est actuellement marginale et marginalisée (cf. 1.3.2), mais elle est aussi difficilement "acceptable" par le citoyen lambda<sup>13</sup>. Compte tenu de son conditionnement, celui-ci est facilement rebuté par la rupture profonde que propose la décroissance, autant dans ses implications individuelles pratiques (simplicité volontaire) que dans ses implications culturelles (cf. la dé-colonisation de l'imaginaire), que dans la révolution politique qu'elle propose.

Or la décroissance, en tant que processus global de changement de la société, ne peut évidemment s'envisager qu'avec la participation du plus grand nombre... Quelle que soit l'approche dans laquelle on entend militer (politique institutionnelle ou non, transformation culturelle, promotion des alternatives<sup>14</sup>...), la décroissance n'a de sens qu'en ralliant à elle "la masse" – i.e. le plus grand nombre de personnes possible, dans toutes les catégories sociales aujourd'hui constituées. Il s'agit déjà de faire accepter aux gens l'idée de décroissance, et, au delà, de les faire adhérer au projet ; et encore au delà, à les faire adhérer au "mouvement" lui-même (j'entends ici par "mouvement" le fait de participer au processus, d'être acteur de la décroissance, ce qui peut passer par l'adhésion plus ou moins formelle à un mouvement ou une organisation d'OC).

Avant toute chose, rappelons-nous que la plupart d'entre nous ne sommes pas "venus à la décroissance" du jour au lendemain (hormis pour ceux qui sont tombés dans la marmite "décroissance" étant petits...) : notre adhésion à "la décroissance" comme projet social, et notre choix personnel de tendre vers la simplicité, ont nécessité un certain cheminement intellectuel, des lectures, des discussions, des expériences. De même, il faudra vraisemblablement un peu de temps pour que les mentalités des gens évoluent, pour que l'on passe du rejet épidermique vis à vis de l'idée de limitation à une position de bienveillance vis à vis de la décroissance, et, plus loin, à une adhésion au projet.

L'acceptabilité de notre projet ne peut être gagnée qu'au fur et à mesure du travail de décolonisation de l'imaginaire. Seule cette décolonisation est à même de réorienter les valeurs selon lesquelles on évalue les projets politiques. C'est par ce travail que nous pourrions argumenter, convaincre, vaincre les réticences et les oppositions, pour faire en sorte que l'alternative que nous portons devienne crédible, réaliste et réalisable (si l'on veut qu'elle devienne réalité...), mais aussi et surtout : souhaitable. Nous devons donner envie aux gens.

Ce ralliement populaire est le grand enjeu de la décroissance. On peut espérer l'atteindre au travers de différentes approches complémentaires et simultanées, défrichées ci-après.

---

<sup>13</sup> Si tant est que l'on puisse considérer le consommateur occidental lambda comme un véritable citoyen... Il ne répond certes pas à la définition donnée par Aristote il y a 25 siècles : est citoyen celui qui sait gouverner et être gouverné (cité par Serge LATOUCHE et par Cornélius CASTORIADIS).

<sup>14</sup> En matière d'alternatives aussi l'acceptabilité de la décroissance et de la simplicité volontaire constitue un enjeu. Les toilettes sèches par exemple paraissent une hérésie au premier venu... Et ça n'est qu'un exemple parmi d'autres...

### 2.2.1 Mettre la crise à profit

"[La question est de savoir si la crise] ne pourrait être mise à profit pour bouleverser le système. [...] Pas par la force ! Simplement en accentuant les contradictions dans lesquelles celui-ci se débat." François PARTANT, Que la crise s'aggrave, Parangon, 2002, p183-184.

Je suis d'accord avec PARTANT : il me paraît indispensable de mettre l'accent sur les contradictions du système. Il faut en effet se servir de "la crise" ou des crises engendrées par le système, et qui lui sont consubstantielles :

- crise économique (crise des inégalités / accroissement de la paupérisation et du chômage, mesures de régression sociale... mais aussi la crise financière actuelle : spéculation outrancière, crise des subprimes, menace de crise monétaire...);
- crise écologique (changement climatique, destruction de la biodiversité, disparition des ressources en eau, risque nucléaire, contamination par les OGM ou les nano-particules, etc.) ;
- crise politique ;
- crise du sens.

S'il ne s'agit évidemment pas d'être satisfait de ces différentes crises, il faut reconnaître qu'en quelque sorte elles "jouent pour nous". On peut avoir quelque espoir que, ces crises allant en s'accroissant, elles contribuent au sursaut collectif et à l'émergence d'une alternative, selon le principe physique "action / réaction". Il s'agit bien là d'espoir, pas de certitude : cette accentuation peut également conduire – nous le savons et le redoutons tous – à des situations totalitaires pires encore... Une des motivations des OC me semble justement d'éviter de telles dérives et de sortir l'humanité de ce faux pas "par le haut".

Ce qu'il faut justement c'est (dé)montrer que l'origine de ces crises se situe bel et bien dans "le système", et pas ailleurs (ce qui nécessite d'expliquer "le système", ou plutôt de donner l'analyse que nous en faisons). Il ne s'agit pas culpabiliser les gens mais de les responsabiliser : le système "tourne" grâce à la participation tacite de tout un chacun ; mettre en cause le système doit amener à questionner cette participation : "voulez-vous continuer à participer à ce jeu là ?".

### Catastrophisme

Je ne crois pas que le discours sur la "nécessité" de la décroissance (pour contrer ou minimiser les 4 crises évoquées plus haut, et les menace de chaos social, de révoltes des pauvres contre les riches, de guerres pour l'eau, la terre, le pétrole et les matières premières...) puisse être évité, même si évidemment la décroissance ne peut se restreindre à un ultimatum. La décroissance constitue pour moi un appel au sursaut collectif, qui implique bien de regarder la situation en face, en adultes ou citoyens responsables ; C'est pour cela que je considère que la décroissance repose – pour partie - sur une certaine forme de catastrophisme.

Je suis d'accord avec ces paroles de François PARTANT et Jean-Paul BESSET : "*Les catastrophistes sont ceux qui créent les catastrophes, et non ceux qui tentent de les contrer en avertissant de leur imminence.*"<sup>15</sup> ; et "*prendre conscience de la catastrophe n'a qu'un seul objectif : l'éviter.*"<sup>16</sup> Il ne s'agit pas à proprement parler de conduire une pédagogie des catastrophes, démarche qui consisterait à s'appuyer sur des catastrophes existantes, ou à espérer qu'elles se produisent, pour créer un électrochoc. Il s'agit au contraire – même si "la catastrophe" est déjà en cours – de se placer dans la perspective des catastrophes futures ou de l'accentuation des catastrophes déjà visibles, en vue de les éviter.

Pour contrebalancer partiellement la peur, il me paraît indispensable d'insister sur le caractère volontariste du projet : la décroissance combat le fatalisme ; les alternatives sont possibles pour peu qu'on veuille les mettre en œuvre ; mieux vaut organiser à l'avance la décroissance et de manière équitable plutôt que de subir une "décroissance" qui serait contrainte et inéquitable.

---

<sup>15</sup> François PARTANT, cité par Marie-Dominique PERROT dans la préface de "Développement insoutenable", Stéphane BONNEVAULT, Ed. du Croquant 2003, p12.

<sup>16</sup> Jean Paul BESSET, "Comment ne plus être progressiste... sans pour autant devenir réactionnaire", Fayard, 2005; p94.

## Rejet du système

Le système contre lequel nous nous battons bénéficie pour l'instant d'une adhésion tacite du plus grand nombre, grâce en particulier aux avantages matériels qu'il procure ou qu'il promet de procurer. Cette promesse est une illusion, aujourd'hui mise à mal par les faits. L'ère du "compromis fordiste" et des "Trente glorieuses", pendant laquelle la majorité pouvait recevoir une part suffisante des "fruits de la croissance", est désormais bel et bien enterrée. La vérité du système commence à apparaître de plus en plus clairement, à de plus en plus de personnes. Profitons-en !

La décroissance doit d'abord rallier les plus opprimés et les exclus du système, ceux qu'il heurte le plus directement, le plus violemment, quotidiennement.

*"les révolutions sont faites – quand elles sont faites – par l'alliance des plus opprimés avec ceux qui sont le plus conscients de leur aliénation et de celle des autres."*<sup>17</sup>

[Une alternative peut naître] *"à la condition que la fraction de la population mondiale marginalisée par l'évolution techno-économique, fraction au demeurant largement majoritaire et, de surcroît, en constante augmentation, parvienne à s'organiser pour la mettre en forme."*<sup>18</sup>

La décroissance doit ensuite s'allier les classes moyennes, qui sont potentiellement les exclues de demain. Il faut leur démontrer que, malgré les apparences, le système n'est pas "philanthrope", qu'il joue contre eux, et contre l'intérêt général. Les mesures de régression sociale prises par nos gouvernants – portés par le patronat et l'idéologie ultra-libérale – en sont la preuve parfaite. Il faut mettre l'accent sur cette contradiction et arriver à délégitimer "le système", pour inciter les gens à rompre avec lui. Il faut leur faire perdre tout espoir d'une auto-rémédiation du système, et les encourager à participer à la construction d'une autre société.

*"La décroissance sortira de ses quartiers d'hiver lorsqu'elle sera capable d'être en prise avec les mouvements sociaux et avec les intérêts du plus grand nombre."* Paul ARIES, La décroissance, un nouveau projet politique, Golias, 2007, p10-11.

La question serait : "comment arriver à être en prise ?". Si l'on veut que les gens se rallient au mouvement pour la décroissance, et en particulier la partie de la population qui est la plus exploitée, il ne suffira pas qu'ils soient d'accord avec nos idées (ce qui serait déjà un bon début...!) : la masse ne nous rejoindra que si elle estime que la décroissance est un bon outil pour s'opposer aux processus de "casse sociale" qui la heurtent quotidiennement, et que le mouvement qui porte ce projet est susceptible de la protéger (à l'image du rôle traditionnel des syndicats). Les victimes ne se transforment pas forcément tout de suite en rebelles ou en résistants, surtout quand "le système" leur apporte par ailleurs un certain nombre de "lots de consolation". Une partie de la population est peut être actuellement uniquement en recherche de protection, les mouvements politiques n'étant que des mouvements de défense d'intérêt.

Attention toutefois à l'écueil consistant à trop vouloir être en prise avec les intérêts des gens. Nous pourrions difficilement faire croire aux gens qu'ils ont tout à gagner avec la décroissance : elle implique bien la renonciation à un certain nombre d'aspects de la société actuelle (et notamment ses aspects matérialistes), renonciation dont tout l'enjeu consiste à démontrer qu'elle est, malgré tout, de l'intérêt de tous...

### 2.2.2 Etre constructifs

Je suis d'accord avec Paul ARIES quand il dit que la décroissance ne doit pas rester ou devenir *"une forme de protestation parmi d'autres"*<sup>19</sup>. Nous ne pouvons pas nous contenter d'un discours de dénonciation : nous devons aller au delà ; nous devons être constructifs et "force de propositions" : proposition d'actions concrètes d'entrée en décroissance, et, plus globalement, proposition d'un paradigme de substitution.

---

<sup>17</sup> André GORZ, cité par Françoise GOLLAIN dans Entropia n°2, Parangon, 2007, p77.

<sup>18</sup> François PARTANT "La fin du développement", p34

<sup>19</sup> Dans Ecorev n°26.

On nous fait souvent des remarques du style "*Vous critiquez le système ; je veux bien être d'accord avec vous, mais qu'est ce que vous proposez à la place ?*". Même si en pratique cette question sert surtout à clore les discussions, elle est au fond tout à fait légitime. Nous ne devons pas nous contenter de critiquer : il faut dépasser le stade de la critique pour proposer de construire autre chose, et donc donner des directions et des "plans", même grossiers, pour une nouvelle société. Même si la réponse est difficile nous devons tâcher de répondre sérieusement à cette question.

Cet effort pour être constructif doit notamment porter sur les écrits publiés sur la décroissance ou des sujets connexes : actuellement la plupart de ces ouvrages portent principalement sur l'analyse du "système", et la dénonciation de ses méfaits ; la part réservée aux propositions, aux solutions et alternatives envisageables, s'avère souvent assez faible ; et les solutions proposées demeurent dans l'ensemble très générales et peu "opérationnelles". Sans remettre en question l'absolue nécessité de continuer à expliquer et démonter "le système", je pense qu'il conviendrait d'avoir également une approche orientée vers l'opérationnel si l'on veut vraiment faire avancer la décroissance.

### **2.2.3 La décroissance, un projet attirant**

La décroissance ne peut pas être présentée que comme une réponse de nécessité aux crises ou menaces qui frappent notre monde (cf. 2.2.1) : nous devons également nous attacher à montrer que la décroissance est un projet attirant / souhaitable / désirable, qui réside notamment dans l'affirmation qu' "un autre monde est possible" ou plutôt que "d'autres mondes sont possibles". Bien sûr, nous autres objecteurs de croissance considérons évidemment la décroissance comme intrinsèquement positive et désirable ; mais cette désirabilité est loin d'être évidente pour l'individu lambda de la société occidentale, à "première vue", et compte tenu de son conditionnement mental.

#### **Renouer avec le bien-être**

Nous pouvons notamment je pense insister sur le lien entre décroissance et bien-être, convivialité, liberté, autonomie des individus et des peuples, joie de vivre... La décroissance peut représenter un espoir, celui d'un "monde meilleur", et représenter au final quelque chose qui vaut la peine de "se battre". Pour Murray BOOKCHIN, tout projet révolutionnaire doit être fondé sur les aspirations, espoirs et idéaux populaires ; le discours et la théorie révolutionnaires doivent exprimer ces aspirations et être enracinés dans la vie sociale du peuple (cf. "Une société à refaire"). Attention cependant au populisme, et à ce que la décroissance ne "régente pas le bonheur"...

#### **Renouer avec l'idée de progrès**

Il est flagrant qu'aujourd'hui plus aucune personnalité politique ne parle de progrès et ne positionne son action politique comme une recherche de progrès, comme une avancée de la société dans le sens du progrès. En clair l'action politique ne correspond pas ou plus à une volonté de rendre la société meilleure<sup>20</sup>.

Bien sûr femmes et hommes politiques se présentent avec des réformes censées aller "dans le bon sens". Mais on peut constater chez tous les bords politiques l'absence de projet politique réel, de vision de l'avenir, de projet basé fondamentalement sur l'idée de progrès social. Une telle approche "progressiste" consisterait à faire découler les propositions de mesures politiques de cette recherche de progrès. Alors qu'actuellement le plupart des programmes se proposent d'accompagner une évolution du monde acquise par ailleurs, et qui s'impose d'elle même, en se contenant avant tout de prétendre en limiter les aspects négatifs. Si les programmes proposent bien des améliorations, cela se fait dans une approche avant tout conjoncturelle, et non structurelle. Et surtout, le cœur des améliorations politiques proposées est indirect : il repose sur la vigueur économique du pays, et la fameuse croissance ; le progrès social découle du progrès économique, et uniquement de lui. S'il reste encore des bribes de discours sur le progrès social, celui-ci repose sur une fiction, celle proposée par les économistes libéraux et qui consiste à croire que le bien-être social repose avant tout sur le bien-être économique. Nous devons continuer à insister sur la critique de l'économicisme et

---

<sup>20</sup> Je parle bien ici de progrès social ; je note cependant que même le progrès technoscientifique semble avoir un peu moins le vent en poupe qu'auparavant, ce qui ne peut être qu'un bon signe pour nous : cela veut dire que nos dirigeants croient de moins en moins au progrès technoscientifique, ou du moins qu'ils le découplent du progrès social.

sur le découplage – ou même mieux, la contradiction – entre l'économie / la croissance économique et le bien-être collectif.

Actuellement, à l'exception notamment des aveugles, des sourds et des fous (ce qui fait tout de même un certain nombre de personnes...), il me semble que plus personne ne se fait vraiment d'illusion sur la perspective d'une régression réelle de la société, d'un avenir plus sombre que le présent. La société moderne a en quelque sorte tué l'idée de progrès, et c'est je crois un fait tout à fait important. La croyance dans le progrès social, le fait de croire que demain sera meilleur qu'aujourd'hui (ou qu'il sera au moins exactement semblable), me semble vitale, pour les individus comme pour la société dans son ensemble.

Nous avons là une carte à jouer en proposant une perspective de progrès (même si celui-ci passe par un certain nombre de ruptures avec le monde actuel). Mettons en avant que le projet de la décroissance vise également (et peut être avant tout le reste) un saut qualitatif pour l'humanité. Il s'agit de "*grandir en humanité*", pour reprendre l'expression de Patrick VIVERET<sup>21</sup>.

## Renouer avec le sens

Nous pouvons également insister sur le fait que notre projet a du sens, et qu'il propose du sens, contre une société et un système qui font perdre aux individus tout repère, tout sens, toute valeur en dehors de l'argent, de l'enrichissement et du confort matériel croissant. J'ai espoir, malgré la capacité de l'homme à supporter l'aliénation et à se complaire dans le vide de sens de l'existence moderne, que notre projet puisse faire écho à une aspiration profonde des individus : donner du sens à sa vie et à la vie collective. Les aspirations pour l'épanouissement de l'Être et les aspirations altruistes existent en chacun ; si elles disparaissent devant les aspirations matérielles et égoïstes que "le système" nourrit, c'est qu'elles sont étouffées par la société actuelle. Le travail de décolonisation de l'imaginaire peut amener à réveiller ces aspirations.

## Renouer avec l'intérêt général

Enfin, au delà du fait d'être en prise avec les "*intérêts du plus grand nombre*" évoqués par Paul ARIES<sup>22</sup> (cf. 2.2.1), nous devons également faire apparaître le projet de la décroissance comme (de) l'intérêt de tous, comme un véritable projet d'intérêt général. Cette notion d'intérêt général – et le principe de sa primauté qui fonde le "contrat social" et la démocratie – me semble cruellement faire défaut à notre époque. Pour moi, le positionnement pour ou contre la décroissance renvoie bel et bien au choix de chacun entre son intérêt individuel (continuer à consommer et à plébisciter "le système" ou à en être le complice, en espérant s'en sortir mieux que les autres) et l'intérêt général (celui des hommes et femmes d'aujourd'hui, du Nord et du Sud, et celui des générations futures). Je crois qu'il faut énoncer clairement cette "scission" pour obliger les gens à se positionner par rapport à elle. Cette scission / dichotomie me paraît plus pertinente aujourd'hui que la scission gauche / droite en politique, qui n'a aujourd'hui plus de véritable signification.

### 2.2.4 Crédibilité

Le discours de la décroissance s'oppose de fait au discours ambiant / dominant, celui qui est "servi" à longueur de journée – sous une forme ou une autre – à nos concitoyens ; mais ces 2 discours ne s'opposent guère en pratique. Même si l'on peut éprouver une certaine satisfaction à entendre parler de décroissance régulièrement dans les médias, le discours de la décroissance n'existe pas encore véritablement dans le champ du débat public en tant que projet politique placé à égal d'autres projets politiques ; en tant qu'alternative crédible et reconnue comme telle. Même l'altermondialisme, qui précède la décroissance de quelques années sur le terrain médiatique, n'est pas encore véritablement reconnu et constitue encore un projet marginal et incertain (à juste titre peut être, en l'état de maturation des idées et du mouvement). La pensée dominante est encore une pensée unique. Si la partition gauche / droite est encore très manifeste dans le discours médiatique (principalement pour distinguer les personnes, pas forcément les idées...), il n'y a pas de partition croissance / décroissance (pour schématiser) ou développement / après-développement.

---

<sup>21</sup> "Pourquoi ça ne va pas plus mal ?", Fayard, 2005.

<sup>22</sup> Qui ne sont peut être pas que les seuls intérêts économiques, financiers, matériels...

Voilà ce à quoi on peut souhaiter arriver un jour (à court terme) : à ce que la décroissance soit conçue comme une véritable alternative par ceux qui fabriquent les médias et par ceux qui en sont les usagers, qu'elle ait sa place dans le débat d'idées. Il faudrait que nos concitoyens aient le choix entre 2 alternatives politiques (au sens *du* politique), d'une part l'idéologie de la croissance et du développement (même durable, de droite ou de gauche), d'autre part l'idéologie de la décroissance ou de l'après-développement. Que chacun de nos concitoyens puisse entendre "voilà ce que pensent et proposent les uns, voilà ce que pensent et proposent les autres", et qu'il puisse ensuite se positionner, choisir son camp.

L'adhésion au projet de la décroissance pourra ensuite intervenir si l'alternative que nous proposons apparaît non seulement souhaitable, mais également réaliste et faisable. Il nous reste à faire de la décroissance une alternative crédible. Cette crédibilité dépend de plusieurs facteurs, et notamment :

- du développement et de l'approfondissement de la base théorique / idéologique du projet politique de la décroissance (cf. 4.2.2) ;
- de l'existence d'alternatives concrètes à proposer (cf. 2.2.2) ;
- du fait que nos propositions paraîtront réalistes et réalisables depuis la situation actuelle (cf. 4.2.4).

Cette crédibilité dépend uniquement de notre travail pour élaborer collectivement un véritable projet de société alternatif.

Bien sûr notre projet demeurera une utopie. Et les utopies n'ont pas "bonne presse" dans le monde actuel, dominé par le pragmatisme et ne prêchant que le "principe de réalité". C'est bien une caractéristique de l'idéologie occidentale que de dénigrer l'idée d'utopie et l'idée d'avoir un idéal ou des idéaux. Cette conception doit être battue en brèche dans le cadre du travail de décolonisation de l'imaginaire.

### 2.2.5 Re-politiser

La décroissance constitue pour moi une reprise en main collective de la destinée collective. Je la conçois difficilement comme une "politique" venue d'en haut, et s'imposant à une population passive. Par ailleurs, l'adhésion massive et populaire à la décroissance ne peut être que celle de citoyens, bien informés et actifs : nous ne rallierons pas de consommateurs, même "éco-consommateurs"...

L'entrée en décroissance de l'ensemble de la société nécessite un travail de repolitisation. Il faut trouver les moyens pour que les individus se réinvestissent progressivement de leur rôle de citoyens, et finissent par se réapproprier la conduite des "affaires de la Cité", les orientations et décisions politiques.

Cela signifie battre en brèche 2 principes issus de l'imaginaire politique moderne :

- la gestion des affaires publiques ne peut être le fait que d'experts (hommes ou femmes politiques professionnel-les);
- l'Etat n'est là que pour garantir les libres jouissances des individus<sup>23</sup>.

### 2.2.6 L'auto-entretien

Cela est assez bête à dire mais je crois que l'acceptabilité de la décroissance dépend également du nombre de militantes ou de partisans de la décroissance... Autrement dit, j'ai espoir que le mouvement de ralliement de la population au projet de la décroissance s'auto-entretienne : plus nous serons nombreux, *et plus cela se saura*, plus notre projet deviendra une alternative crédible, sérieuse vis à vis du "public", et plus nous augmenterons les chances de rallier d'autres citoyens...

Il y a peut être là un "effet mouton" : la marginalité d'un mouvement ou d'une idée *peut* tendre à les faire demeurer dans la marginalité, alors qu'à l'inverse, la "publicité" autour d'un mouvement ou d'une idée (le fait que de plus en plus de personnes en parlent ou en entendent parler), les fait connaître, les rend plus familiers, et *peut* finalement tendre à les faire "accepter" / reconnaître, à leur donner de la crédibilité. Nos idées et notre mouvement (l'objet social décroissance dont je parlais au 1.2) sont encore marginaux : c'est qu'il faut encore, je pense, conquérir notre place dans la société, y compris notre place "médiatique". C'est peut être cette première étape qui est la plus difficile.

---

<sup>23</sup> Cf. Cornélius CASTORIADIS , "La Cité et les Lois", Seuil, 2008, p132.

### **3 DEVELOPPER LES ALTERNATIVES (AXE 1)**

Simplicité volontaire, habitat écologique, transport doux, agriculture biologique, éco-villages, travailler autrement, SEL, AMAP, démocratie participative ou directe, coopératives (de production, de consommation, d'achat, financières)...

Le mouvement pour la décroissance doit déjà œuvrer à relier entre elles les initiatives existantes. Il faut susciter les expérimentations, les aider à naître puis à vivre, notamment en mutualisant certaines ressources : sur les questions "techniques", sur les questions juridiques, voire sur les questions financières<sup>24</sup>. Et surtout : nous devons aider à la multiplication de ces expérimentations, en vue d'une "re-colonisation" du terrain.

Il faudrait s'attacher par ailleurs à leur donner du retentissement à grande échelle, à aller au delà du caractère d'exemplarité locale que ces expérimentations possèdent intrinsèquement. Il faut les faire connaître du plus grand nombre ; faire de chacune d'elles et de leur mise en réseau une sorte de vitrine de la transcription concrète de la décroissance ; faire de ces initiatives la démonstration que "d'autres modes de vie sont possibles" et que la décroissance ré-ouvre le "champ des possibles".

#### **Action :**

- **Créer des "centres de ressources et de formation" sur les pratiques alternatives<sup>25</sup>**
- **Les faire connaître !**

#### **Objectifs :**

- Recueillir, centraliser, et mutualiser les connaissances et savoir-faire, les informations théoriques et pratiques, les retour d'expérience... Ces connaissances peuvent être recueillies auprès des actuels expérimentateurs d'alternatives, auprès des "anciens"<sup>26</sup>, ou dans des ouvrages anciens<sup>27</sup>, auprès des populations du Sud...
- Créer une base documentaire, référençant et classant les informations disponibles, identifiant les projets de référence dans chaque sujet<sup>28</sup>.
- Donner de l'information sur les pratiques alternatives aux personnes intéressées (militants, particuliers, associations, collectivités...)
- Faire connaître les pratiques et les diffuser. Cf. les médias actuels comme "Passerelles Eco" ou "L'âge de faire" (à développer ou diffuser plus largement), les salons ou rencontres sur les alternatives (à multiplier), les visites de sites de démonstration, etc.

---

<sup>24</sup> Sur ce dernier point, on peut envisager de mettre en commun l'argent des OC pour développer ces expérimentations, dans l'idée par exemple d'une coopérative comme "La Nef".

<sup>25</sup> On peut imaginer commencer par au moins un centre, puis d'autres, en réseau, répartis un peu partout sur le territoire.

<sup>26</sup> On peut imaginer d'aller voir "les anciens" et de passer un peu de temps auprès d'eux pour recueillir leurs expériences en matière d'agriculture, d'exploitation forestière, d'artisanat, de médecine, etc. Le temps presse : des pans entiers de connaissances partiront avec eux ! Qui plus est, ces échanges feront certainement plaisir à tout le monde...!

<sup>27</sup> Voir par exemple l'expérience de la Nef des Fous, racontée par DIOGENE dans "Défaire le développement, refaire le monde", p263. Les créateurs de cette communauté autonome ont notamment constitué une bibliothèque d'ouvrages techniques divers du XVIIIème siècle à nos jours : encyclopédie de Diderot et D'Alembert, ouvrages sur les "ersatz" utilisés pendant les guerres, manuels pratiques des métiers d'autrefois (savonnier, tourneur, conducteur de chaudières, fabricant de peignes et boutons...), etc. Ces ouvrages leur ont servi à acquérir des savoir-faire.

<sup>28</sup> De nombreuses informations sont aujourd'hui disponibles sur les alternatives, grâce à Internet notamment. Il devient cependant important de centraliser les informations éparpillées, et penser à les mutualiser.

- Former aux pratiques alternatives, les transmettre<sup>29</sup>.
- Mettre en contact les "porteurs de projets" (travailler autrement, éco-villages, agriculteurs bio, démocratie participative dans les villages, monnaies alternatives...). Conseiller et faciliter la concrétisation de ces projets (aspects techniques, juridiques, voire financiers...).
- Développer la recherche sur les pratiques alternatives, dans tous les domaines.

---

<sup>29</sup> Voir, par exemple, les stages d'agroécologie proposés par l'association Terre & Humanisme (Pierre RABBHI), les chantiers-formation d'autoconstruction en paille proposés par l'association Approche Paille...

## **4 LA TRANSFORMATION POLITIQUE (AXE 2)**

Il s'agit de contribuer à l'entrée de la société en décroissance en réussissant à peser, d'une façon ou d'une autre, sur les décisions politiques. La question qui se pose c'est : comment ?!

### **4.1 De quelle politique parlons-nous ?**

Le mot "politique" revient souvent dans les échanges entre OC, mais j'ai l'impression que tout le monde ne met pas forcément la même chose derrière ce mot. En particulier on parle beaucoup d'un "mouvement politique" des OC sans avoir bien défini ce que l'on entendait par là. Il faut nous efforcer d'être clairs.

En premier lieu il me paraît indispensable de rappeler la distinction entre 2 acceptions du mot politique : d'une part *le* politique, qui correspond à l'organisation de la vie collective (sens étymologique du mot politique), et d'autre part *la* politique que l'on peut entendre comme la conquête et la conservation du pouvoir.

Le mot "politique" semble provoquer des allergies à un certain nombre d'OC. En fait je crois que ces personnes sont hostiles à *la* politique, principalement par rejet de ce qui s'y déroule le plus souvent (quête du pouvoir à tout prix, compromissions, tromperies et mensonges, simulacre de démocratie...). Il faut peut être rappeler que toute action menée en faveur de la décroissance sera une action politique, car la décroissance est de toute façon un projet éminemment politique, au sens *du* politique.

Ceci étant dit, on peut envisager à mon sens 3 voies différentes en matière d'action politique, qui impliquent différentes formes de mouvement :

- l'action politique institutionnelle

Il s'agit d'agir à l'intérieur des institutions actuelles, dans le but de les faire évoluer. Ceci implique qu'il faille rentrer dedans... En clair : il s'agit de participer à des élections et de se faire élire. Un mouvement politique se situant dans cette approche s'appelle un parti.

- l'action politique externe

Il s'agit d'agir à l'extérieur des institutions actuelles, dans le but également de les faire évoluer, mais sans approche électoraliste. Un mouvement politique se situant dans cette approche peut à mon sens être désigné par l'expression "groupe de pression".

- l'action révolutionnaire

On peut également considérer une approche visant à instaurer la décroissance par une révolution, i.e. par un phénomène discontinu consistant en un renversement des institutions en place et en la prise de pouvoir d'une nouvelle organisation. Au sens "traditionnel" du terme révolution, cette prise de pouvoir s'effectue par la force, avec tout ce que cela implique.

Ces 3 voies sont examinées successivement dans les chapitres suivants.

### **4.2 L'action politique institutionnelle**

#### **4.2.1 Partisans et détracteurs**

L'opportunité d'une action politique institutionnelle suscite encore un certain débat au sein des objecteurs de croissance. A l'image de celui qui a ébranlé le monde écologiste au moment du "Grenelle de l'environnement" à l'automne 2007, on peut le résumer ainsi : doit-on jouer le jeu des institutions pour obtenir des résultats ? (idée du "c'est toujours une avancée, donc c'est bon à prendre") ou doit-on refuser de flirter avec les institutions au motif qu'elles sont "perverses" et que l'on ne peut rien en attendre de bon, la participation se révélant être à la fois une compromission et un jeu de dupes ? Cruel dilemme !

Voici mon avis. La décroissance est avant tout un projet de changement social : nous ne pouvons pas faire autrement que partir de la société existante, et donc partir de ses institutions et de ses modes de fonctionnement. Le fait qu'ils soient perverses est justement ce qui pousse les OC à vouloir les changer...

Il me semble impossible d'arriver à initier un mouvement de décroissance au sein de la société sans combattre pour la décroissance dans le champ institutionnel. On peut imaginer de "faire pousser" un autre modèle social en marge de la société actuelle, de manière la plus indépendante possible du "système" ; pour autant une telle approche ne constituera pas complètement un changement social, dans la mesure où elle restera limitée à des îlots. Non pas que cette approche de constitution d'îlots (ou d'oasis) ne doive pas être recherchée<sup>30</sup> ; je pense simplement qu'elle n'est pas suffisante ; et que le mieux est de travailler dans 2 directions différentes, de manière complémentaire, un mouvement de décroissance engagé à l'intérieur des institutions rejoignant un mouvement engagé depuis l'extérieur.

La question "faut-il ou non investir les rouages institutionnels ?" ne devrait pas donner lieu à des débats sans fin. La seule réponse que l'on peut lui apporter est simple : que ceux qui sont pour "y aillent", et que les autres s'attèlent à une autre tâche ! A chacun de s'emparer du type d'action "qui lui parle" ! L'action institutionnelle et l'action non institutionnelle ne sont pas contradictoires ! On peut très bien concevoir 2 mouvements d'OC, l'un à vocation "institutionnelle" (parti) et l'autre à vocation non institutionnelle. La question est plutôt de savoir comment le premier va réussir à rentrer dans le champ institutionnel et comment il peut obtenir des résultats significatifs, et cela sans se compromettre... (cf. l'exemple des Verts et leur participation au gouvernement dit de "gauche plurielle").

En tous cas il faudrait veiller à ne pas tomber dans une opposition manichéenne entre les partisans de l'action institutionnelle et les partisans d'une action non institutionnelle. Gardons-nous de considérer qu'une approche est meilleure que l'autre. Restons dans l'idée de la complémentarité : chacun oeuvrera à l'objectif commun de la décroissance, de la façon qui lui convient.

#### 4.2.2 Consolider notre projet politique

Si l'action politique institutionnelle pour la décroissance demeure nécessaire, il me semble également nécessaire de s'être posé un certain nombre de questions avant d'y aller. Il faut notamment savoir à l'avance ce que l'on vise précisément à travers ce type d'action, ce que l'on veut obtenir. Et également avoir défini à l'avance ce que vont être les prises de positions, les propositions et l'action concrètes des élus "décroissants", une fois confrontés aux situations quotidiennes de la vie politique.

Il est essentiel de consolider la base théorique du projet et de définir la ligne politique du mouvement / parti :

- dépasser la critique dans laquelle la décroissance se cantonne souvent : le mouvement politique des OC ne pourra pas être que l'expression d'une opposition (au capitalisme, au développement durable...) : il devra devenir une force de proposition ;
- approfondir et affiner nos propositions, notamment sur la question de la transition entre la société et la politique actuelles et une société et une politique de décroissance ;
- dépasser les seules questions de l'écologie et de l'économie pour élargir le point de vue "décroissant" à l'ensemble des thématiques sociales et politiques (santé / médecine, éducation, culture, aménagement du territoire, logement, personnes âgées et dépendantes, mais aussi justice, sécurité / défense, état-civil, etc. !).

Cet approfondissement est nécessaire pour que les "OC politiques" puissent tout simplement s'exprimer dans les débats et "affronter" les autres élus – professionnels de la politique – et le grand public. Et cet approfondissement est également indispensable pour toute prise de position. Il permet par ailleurs, d'un point de vue plus général, de crédibiliser la décroissance en tant qu'alternative, vis à vis des dirigeants actuels et du reste de la population.

Programmons des rencontres de travail, constituons des ateliers et élaborons collectivement les modalités de l'action politique des OC. On peut imaginer que les différents thèmes à approfondir soient répartis entre différents groupes pour faciliter la tâche.

Nous ne partons pas de rien : un certain nombre d'orientations et de pistes doivent pouvoir être trouvées dans les travaux des théoriciens de l'écologie politique ou des chercheurs en sciences sociales notamment, ou dans leur prolongement. A cet égard une sorte d'inventaire de la "matière" disponible pourrait être utile.

Les chapitres 4.2.3 à 4.2.6 évoquent divers sujets qui s'offrent à la réflexion des "OC politiques".

---

<sup>30</sup> Cette approche renvoie grosso modo au développement des alternatives étudié dans la partie 3.

## Remarques :

- Attention à l'intellectualisme : la théorie politique de la décroissance devra rester appréhensible par tout un chacun<sup>31</sup> ; par ailleurs, ce travail, s'il est de nature intellectuel, ne doit pas pour autant rester une abstraction. Les réflexions théoriques doivent être orientées vers l'opérationnel, pour servir de guide pour la définition des actions politiques à mener demain.
- Ce besoin de préparation va évidemment à l'encontre du sentiment d'urgence partagé par certains, consistant à vouloir faire paraître un mouvement d'objecteurs de croissance sur la scène politique le plus tôt possible (dans la perspective d'échéances électorales notamment). Si l'on ne peut que souhaiter que cette parution survienne en effet le plus tôt possible, il faut bien avoir conscience qu'une arrivée non préparée peut à bien des égards être contre-productive.

### 4.2.3 Pouvoir ou influence ?

Si je suis favorable à ce qu'une partie des OC s'engage dans le champ de la politique, il me semble nécessaire d'avoir réfléchi au préalable sur l'objet et la finalité exactes de cet engagement. Qu'allons-nous chercher au juste dans l'action institutionnelle ?

Admettons que des OC parviennent à se faire élire dans des assemblées délibérantes – que cela soit à l'échelle d'une commune, d'un groupement de communes, d'un département, de la région, du pays, voire de "l'Europe" ; et mettons également de côté pour l'instant la question d'un éventuel regroupement avec d'autres forces politiques en vue de ces élections (questions évoquées plus loin) ; que vont-ils chercher à faire au sein de ces assemblées ?

Ne nous leurrions pas : nous n'allons pas chercher le pouvoir. Pas dans l'immédiat. Il est probable que même un regroupement de forces "alternatives" n'arrivera pas – à court terme – à obtenir une place dirigeante, i.e. majoritaire, au sein d'une de ces assemblées. Je suis d'accord avec Raoul Marc JENNAR quand il dit que *"nous ne devons pas lutter pour le pouvoir, nous devons lutter pour avoir du pouvoir, c'est-à-dire de l'influence ; une influence telle qu'elle force les autres à changer"*<sup>32</sup>. J'entends à peu près la même idée lorsque Paul ARIES dit que la décroissance doit *"se doter de relais politiques capables de peser sur les débats"* (Ecorev' n°26). Si des élus "décroissants" constituent bien des "relais politiques" pour la décroissance, il ne s'agit pas encore pour eux de prétendre gouverner, mais d'influer sur le cours de choses (ce qui après tout serait déjà pas mal...). A travers l'idée de construire un mouvement politique, ou plutôt un parti des OC<sup>33</sup>, l'objectif serait donc avant tout de *"construire une force en capacité d'influencer"*<sup>34</sup>.

### 4.2.4 Quel programme pour un mouvement politique pour la décroissance ?

Approfondissons la question "quelle finalité à l'action institutionnelle des OC – qu'allons-nous chercher à faire ?". Imaginons l'action concrète des OC qui seraient élus au sein d'assemblées délibérantes. Il ne s'agira pas seulement pour eux de faire entendre le discours "décroissant" aux autres élus, ou de voter contre les projets développementistes ou qui poursuivent la régression sociale, humaine ou écologique. Il va s'agir de faire des propositions et d'être concret. Cela pose la question du "programme" proposé par les élues "décroissantes" (quand bien même elles seraient en position minoritaire), et de leur ligne politique<sup>35</sup>.

---

<sup>31</sup> Il faut également tenir compte du fait qu'une grande partie de la population est mal et dés-informée, et n'a qu'un degré d'analyse très superficiel de la vie politique et de ses mécanismes (celui délivré par les médias dominants et par les hommes et femmes politiques eux-mêmes).

<sup>32</sup> Raoul Marc JENNAR, texte intitulé "Gauche de gauche – comment je vois les choses", 31 mars 2008, diffusé par e-mail. Comme l'indique le titre du texte, RMJ ne parle pas ici d'un mouvement politique des OC, mais de "la gauche de gauche". Son propos sur la distinction entre pouvoir et influence me paraît cependant essentiel à toute réflexion sur une action politique visant une transformation sociale.

<sup>33</sup> A noter qu'il existe déjà un parti pour la décroissance (PPLD), créé en 2006... J'avoue ignorer complètement l'avancement actuel de ce parti, leur orientations politiques et leurs objectifs. Il faudrait quand même en tenir compte...

<sup>34</sup> Pour reprendre l'expression de RM JENNAR (là encore employée à propos de la "gauche de gauche").

<sup>35</sup> Par exemple, quel positionnement sur la question de l'emploi industriel, où peut se matérialiser un clivage très net entre prendre parti pour la défense des salariés (en tant que combat "de gauche") et remettre en question le mode de production industriel

L'action institutionnelle se place d'emblée dans une approche réformiste, visant à nfléchir la course actuelle et à ire changer de cap à la société. L'optique politique du mouvement politique pour la décroissance serait donc de contribuer à la mise en place d'une politique de transition vers la décroissance.

Pour autant, nous conviendrons tous que la décroissance n'est pas un simple réformisme, ou un réformisme "mou" comme le développement durable. Le mouvement pour la décroissance ne peut pas se contenter de proposer des mesurette ménageant "le système", avec la volonté de le faire évoluer en douceur. La décroissance constitue bien un projet révolutionnaire dans la mesure où elle entend renverser (ou inverser) profondément, radicalement, l'ordre économique-politico-social actuel. Alors que l'approche révolutionnaire "traditionnelle" vise un renversement brutal / discontinu, l'idée d'une action institutionnelle des OC serait d'opérer un changement progressif. C'est donc une gageure qui se présente à nous : celle d'envisager, et d'engager, un processus révolutionnaire qui ne soit pas discontinu, un changement qui soit à la fois progressif et radical (ou en quelque sorte de créer un hybride entre l'approche réformiste et l'approche révolutionnaire...).

D'autre part, si la décroissance implique des mesures traduisant un réel changement de cap, il faut bien avoir conscience que ces mesures naîtront et prendront place dans une société de croissance, qui met en avant des objectifs totalement à l'opposé des nôtres. La question qui se pose est alors de positionner un juste milieu entre la radicalité des mesures politiques "nécessaires" pour la décroissance (i.e. suffisamment significatives pour tenir lieu d'étapes dans un cheminement de décroissance) et le fait que ces mesures s'inscriront dans une optique de transition depuis la société de croissance.

En conclusion, l'approche politique des OC me semble résider dans un "réformisme radical de transition"<sup>36</sup>, dont la forme et le contenu sont à déterminer.

L'un des enjeux "réformisme radical de transition" réside dans l'acceptabilité populaire des orientations et mesures proposées par les partisans de la décroissance (cf. 2.2). Il s'agit là aussi de trouver le compromis entre la dose "suffisante" de radicalité (en proposant des mesures qui remettent profondément en question les structures sociales, économiques et mentales) et le fait de brusquer ou braquer la population (en lui imposant un changement dont elle n'est pas "demandeuse" ou qu'elle n'est, dans son ensemble, pas encore prête à accepter). Si l'on veut envisager qu'un mouvement de décroissance soit réellement initié depuis la société telle que nous la connaissons aujourd'hui, il convient de rendre nos propositions "acceptables" pour l'opinion publique, tout en restant clairement suffisamment radicales pour prétendre contribuer à la décroissance. Là aussi le positionnement est délicat...

Un autre enjeu du "réformisme radical de transition" est celui de la faisabilité de nos propositions, depuis la société de croissance et de développement. Serge LATOUCHE propose par exemple le programme suivant : "1) Retrouver une empreinte écologique égale ou inférieure à une planète, c'est à dire une production matérielle équivalente à celle des années 1960-1970 ; 2) Internaliser les coûts de transport par des écotaxes appropriées ; 3) Relocaliser les activités ; [...] ; décréter un moratoire sur l'innovation technologique"<sup>37</sup>. Il faut bien se rendre compte que ceci constitue un ensemble d'orientations et d'objectifs à moyen terme ; De tels objectifs sont trop généraux et trop éloignés de la situation actuelle pour avoir une chance de se réaliser "tout seuls", "du jour au lendemain". Si de telles orientations sont indispensables<sup>38</sup>, elles ne constituent cependant pas un programme de mesures et d'actions à entreprendre à court terme. Définir des mesures applicables "demain", voilà toute la difficulté... LATOUCHE le reconnaît lui-même : "*Ce ne sont [...] ni les perspectives ni les solutions qui font défaut, mais les conditions de leur mise en œuvre.*"

Des propositions comme "sortir de la société de consommation", "relocaliser l'économie", "développer les énergies renouvelables", ou "mettre en place la démocratie directe" ne sont pas suffisantes ; elles ne prendront leur sens qu'accompagnées de mesures visant à atteindre ces objectifs (et en ultime perspective les 4 objectifs à partir desquels j'ai défini la décroissance au 1.2). Nous devons donc définir la façon d'avancer vers ces objectifs. Par exemple, comment faire concrètement pour avancer vers la relocalisation de l'économie ? (où sont les leviers, les blocages ?...).

---

<sup>36</sup> Qu'on me pardonne cette expression un peu barbare, mais je ne vois pas comment le dire autrement... Cette optique me semble coïncider avec celle de Serge LATOUCHE, quand il affirme que l' "*on peut concevoir une infinité de scénarios de transition en douceur [...], l'important est le changement radical de cap.*" Entropia n°1, Parangon, 2007, p14.

<sup>37</sup> Dans Entropia n°1, p13-14

<sup>38</sup> J'ai pris l'exemple chez LATOUCHE mais on peut voir ce genre de propositions chez d'autres partisans de la décroissance.

La décroissance est un chemin, qui part de la situation actuelle. Il ne s'agit peut être pas tant d'arriver à mettre le pied sur l'autre rive, que de commencer à quitter la rive sur laquelle nous trouvons... Nous devons réfléchir sérieusement à définir les étapes qui conduisent à nos objectifs ; et en particulier définir les premières étapes, qui constitueront notre programme politique "pour demain".

Même si les avancées qu'elles traduisent pourront paraître modestes ou trop éloignées de nos objectifs, et paraître à cet égard insatisfaisantes, ces étapes, et en particulier les premières, demeureront des passages obligés dans le cheminement global. Chacune d'elles est utile. L'important est de ne jamais perdre de vue les objectifs finaux<sup>39</sup>.

#### 4.2.5 Rallier la "gauche de gauche" ?

Soyons réalistes : la jeunesse du mouvement pour la décroissance et le contre-courant politique et idéologique dans lequel nous nageons ne peuvent nous laisser entrevoir que des résultats électoraux très modestes pour des candidats se présentant sous la seule bannière de l'objection de croissance. Qui votera pour nous ? Qui avons-nous derrière nous ? Qui représentons-nous ?<sup>40</sup>

On peut se dire qu'il faut bien commencer un jour ; mais on peut aussi se poser la question de l'opportunité de présenter des candidats "décroissants" voués à ne représenter qu'une faction marginale de plus sur l'échiquier politique.

De nombreux débats agitent actuellement "l'extrême gauche" ou la "gauche de gauche" autour d'un regroupement des forces d'opposition au "système" / de transformation sociale au sein d'un nouveau parti. Cela pose la question du ralliement d'objectrices de croissance à un mouvement plus large et "unitaire" (anti-capitaliste, anti-libéral, anti-productiviste, anti ou alter mondialiste, écologiste...) dans une approche électoraliste.

Il existe bien évidemment des divergences et des désaccords entre les différents mouvements, pour certains assez prégnants. Il s'agit déjà de correctement les identifier, d'identifier les lignes de fracture<sup>41</sup> ; et ensuite d'examiner en quoi certaines divergences sont bloquantes / rédhitoires.

Selon moi les principales lignes de fracture sont les suivantes :

- fracture entre anti-capitalisme et anti-libéralisme<sup>42</sup> ;
- fracture autour du modèle industriel / productiviste ;
- fracture autour de la question du développement (à conditions déjà de bien préciser ce qu'on entend par là...);
- fracture entre une écologie politique radicale et une écologie d'accompagnement du système capitaliste.

---

<sup>39</sup> Cette méthodologie est inspirée de celle proposée par Michael ALBERT vis à vis de son projet d'économie participative (cf. son livre traduit en français "Après le capitalisme – "éléments d'économie participative").

<sup>40</sup> Les "créatifs culturels" ?! (qui constitueraient 17 % de la population, si l'on veut croire les statistiques proposées par les sociologues découvreurs de cette "nouvelle" catégorie sociale ; auxquels on pourrait ajouter les 21 % d'attercréatifs...)

<sup>41</sup> Cela ne me semble pas toujours fait en pratique. Et pourtant ces divergences finissent toujours par remonter à la surface. Autant les identifier clairement et les "mettre sur le tapis" tout de suite, ce qui peut amener à clarifier et questionner les positions de chacun.

<sup>42</sup> Il faudrait convenir une fois pour toutes que les mots capitalisme et libéralisme ne désignent pas la même chose, et que par conséquent l'anti-libéralisme n'est pas l'anti-capitalisme... Sur le sujet, voir un texte intéressant signé Hervé sur le site [http://www.alternativeunitaire2007.org/spip/article.php3?id\\_article=1832](http://www.alternativeunitaire2007.org/spip/article.php3?id_article=1832).

A mon sens, la difficulté du regroupement des objectrices de croissance avec d'autres mouvements, c'est que là où ces autres mouvements peuvent être positionnés autour d'une seule opposition, la décroissance, elle cumule plusieurs "rejets" : nous sommes à la fois anticapitalistes, antilibéraux, anti-productivistes, anti-développement, et écologistes radicaux. Nous sommes les seules à nous positionner contre l'idée de développement ou contre l'industrialisation, quand la plupart des autres mouvements n'entendent que limiter ou pallier les inconvénients du développement ou de l'industrialisation. Les antilibéraux ne sont pas forcément tous antiproduktivistes ; les altermondialistes ne sont pas tous opposés au "développement" ; et la question écologique n'est pas forcément perçue de manière très approfondie par tous les anti-capitalistes... Par conséquent, nous OC pouvons potentiellement nous retrouver en opposition diamétrale avec nos "camarades" sur un grand nombre de sujets. Il m'apparaît difficile de pouvoir réellement faire bloc avec de tels antagonismes.

Pour autant, il faut voir que ces divergences sont surtout réhivitoires vis à vis de la constitution d'un mouvement tourné vers l'action politique institutionnelle et les élections. Ces divergences n'interdisent pas en revanche que les OC s'associent à d'autres mouvements ponctuellement, sur un sujet ou une lutte donnés, en dehors d'une échéance électorale.

D'autre part, la participation d'une partie des OC à un regroupement de certains aux es forces d'opposition au "système" / de transformation sociale n'est pas à rejeter si elle constitue la seule façon d'obtenir des résultats électoraux en direction d'un changement social, dans une approche de "réformisme radical de transition". Les propositions de nos camarades ne sont peut être pas assez radicales ou vraiment "décroissantes" pour les OC, mais elles peuvent constituer des étapes sur le chemin de la décroissance. Exemples :

\* La taxation des transactions financières : on peut dire brutalement que cette taxation est stupide et qu'il vaudrait mieux carrément mettre fin à la financiarisation ; mais on peut aussi reconnaître que la suppression du système financier n'est pas réellement envisageable pour demain ; et que la taxation, dès lors qu'elle ne constitue pas un objectif définitif, peut être vue comme une avancée : l'argent récolté limiterait dans l'immédiat le pouvoir de nuisance des financiers et permettrait son utilisation à des fins "décroissantes".

\* De même, on peut s'insurger contre l'idée d'une "meilleure redistribution des richesses". Nous sommes bien d'accord que le véritable problème n'est pas dans la redistribution des richesses, et que c'est l'ensemble du système de production et d'échange de biens, de rémunération des "agents économiques", de taxation et même la question monétaire elle-même qui sont à remettre en question ; pour autant, des mesures allant dans le sens d'une "meilleure redistribution des richesses" peuvent être vues comme des avancées temporaires, à condition là encore qu'elles ne constituent pas des objectifs définitifs dans un projet politique s'accommodant du capitalisme.

Je ne suis pas en train de dire qu'il faut revoir au rabais tous nos objectifs et nos "prétentions". Je me place juste dans l'idée du réformisme de transition que j'ai évoqué plus haut. Les mesures proposées par nos camarades sont peut être, à la réflexion, des mesures "décroissantes", qui initient une avancée, même modeste, vers les objectifs de la décroissance ; les premières mesures à accomplir ? La présence d'OC au sein de ce ou ces regroupements peut contribuer à ce que les propositions réformistes d'un mouvement "unitaire" conservent un vrai radicalisme. Si nous n'obtenons pas ce radicalisme au sein de ce mouvement, il sera toujours temps de le quitter.

Le dernier avantage que je vois à la participation de certains OC à un mouvement "unitaire", c'est qu'elle peut conduire à ce que certains militants des mouvements de gauche se rallient progressivement, et pour partie, aux idées "décroissantes". Entendons-nous bien je ne suis pas un train de parler d'une infiltration d'OC au sein d'un mouvement "unitaire"... Il s'agit selon moi d'être présent, à visage découvert si l'on peut dire, et de faire rentrer les idées décroissantes dans les débats qui agiteront ce mouvement, voire dans la doctrine de ce mouvement, pour certaines des idées décroissantes les plus "consensuelles".

L'idée de la participation d'OC à un mouvement unitaire paraît sage à certains, naïve et stupide à d'autres... En définitive, une réponse de bon sens que l'on peut proposer à la question du ralliement ou non à un mouvement unitaire c'est, encore une fois, que ceux qui sont pour "y aillent", et que les autres empruntent une autre voie !

#### 4.2.6 Décroissance et Etat ; décroissance et pouvoir

L'engagement sur le terrain de la politique, dans l'espoir que des objectrices de croissance arrivent à court et moyen terme à des occuper des postes au sein de l'appareil politique d'Etat ou au sein des collectivités territoriales signifie en respecter les règles, au moins au départ... Mais cela n'exonère pas le mouvement politique pour la décroissance (ou un mouvement "unitaire") d'une réflexion sur l'organisation du pouvoir à laquelle il serait souhaitable d'arriver, et qu'il entend donc promouvoir, et mettre en place à plus ou moins long terme.

Un certain nombre de nos revendications ou de nos propositions renvoient vers des questions juridiques (exemples : "droit à une nourriture de qualité", "droit au logement", "droit à ne pas être contaminé par des OGM"... ) ou techniques au sens large du mot (exemples : "réduire d'un facteur 4 notre consommation d'énergie", "créer des coopératives de production"...). Ces propositions renvoient implicitement, mais clairement, à l'idée d'un Etat, et en particulier d'un Etat de droit, qui définit ces mesures, les impose et les fait appliquer.

Ne devons-nous pas également interroger globalement le fonctionnement de l'Etat tel qu'il est ou tel que nous le concevons aujourd'hui ? Ne devons-nous pas interroger les notions même d'Etat, de République et de démocratie représentative ?<sup>43</sup> Quelle remise en question faisons-nous de l'organisation politique actuelle, et quelles propositions de réforme en tirons-nous ? En dehors des mesures évidentes de décroissance, quelles seraient donc les réformes structurelles / institutionnelles à conduire vis à vis de l'Etat et de l'organisation du pouvoir (et notamment de l'organisation territoriale) ? (dans l'optique toujours d'un réformisme radical vers la décroissance).

D'où les questions suivantes :

\* Quel rôle pour l'Etat dans un processus de décroissance ? Quels sont les autres moyens envisageables en dehors de l'Etat ? Quelle place pour le Marché ? Comment le ou les pouvoirs(s) (législatif, exécutif, judiciaire...) doivent-ils être attribués et exercés ? Quelle place pour la loi et pour les règlements ? Sont-ils des outils adaptés à la décroissance ? En quoi décréter des droits fait-il avancer les choses ? Et comment garantit-on ensuite ces droits concrètement ? Comment met-on en œuvre des mesures "techniques" ? Quelle administration pour mettre en œuvre la décroissance ? ...

\* Comment le pouvoir doit-il être organisé sur le territoire (décentralisation, déconcentration) ? A quelle échelle les mesures proposées par le mouvement politique pour la décroissance sont-elles susceptibles d'être applicables et appliquées à court ou moyen terme ?<sup>44</sup>

\* Quels financements des pouvoirs publics ? Quels impôts / quelles recettes ? Quelles dépenses / quel budget ? La décroissance implique-t-elle une politique d'investissement ?

\* Quelles institutions ? Quel mode de désignation ou d'élection des acteurs politiques institutionnels ? Quelles modalités de contrôle par les citoyens ?

\* Quelles relations politiques et économiques de l'Etat avec les autres Etats (du Sud en particulier) et avec les institutions supranationales (UE, OMC, ONU,...) ?

\* .....

---

<sup>43</sup> Pour LATOUCHE (Entropia n°1, p13), le projet de la décroissance est autant un changement des structures du droit qu'un changement de culture et des rapports de production.

<sup>44</sup> Qui a le pouvoir à une échelle donnée ? Ou qu'est ce qui est du pouvoir de qui ? Qui détermine quoi ? Cela renvoie vers ce que l'on appelle la compétence juridique d'une institution, i.e. aux attributions d'une collectivité territoriale, telles que définies par la loi (dans le cadre actuel). Par exemple, les mairies sont juridiquement compétentes en matière d'urbanisme, les départements en matière de routes et de collèges, les régions en matière de tourisme et de lycées, l'Etat en matière de sécurité publique, etc.

Prenons par exemple l'objectif de la restauration d'une agriculture paysanne. Elle peut être fortement encouragée au niveau local par une commune, mais une mairie ne peut pas, dans les conditions actuelles, déterminer entièrement le "paysage agricole local" sur son territoire ; pas suffisamment en tous cas pour arriver à n'avoir, au bout d'un certain temps, que de véritables paysans sur son territoire. Le "paysage agricole local" dépend en effet d'autres déterminismes et d'autres niveaux que le niveau communal (législation européenne, marché international...). Il est bien évident qu'un conseil municipal "n'a pas la main" sur l'organisation de l'ensemble du territoire communal,. Actuellement les niveaux de pouvoir s'interpénètrent au point même de faire disparaître le pouvoir réel de maîtriser les choses, le comble de "l'incompétence" se situant probablement en matière économique (au sens de l'organisation de la production et de la distribution des biens de consommation).

Ce que je veux souligner à travers cet exemple, c'est qu'en termes d'action politique il est vital de connaître l'étendue du pouvoir de chaque entité, et de connaître l'ensemble des leviers et des verrous qui déterminent le "paysage local".

Si elles me paraissent essentielles dès lors qu'une partie des OC veut rentrer dans le jeu institutionnel, j'ai bien conscience que ces questions sont d'une grande complexité théorique et pratique. Il n'y a peut être pas d'urgence à les traiter. Sans bouleversement institutionnel majeur dans l'immédiat, ce qui peut paraître plus urgent c'est déjà de définir des mesures allant dans le sens de la démocratie directe ou a minima réellement participative, au niveau local ou à une échelle supérieure ; des mesures visant à une re-politisation de la société, à ré-instituer les individus comme citoyens (notamment en libérant du temps pour l'activité politique), ou à faciliter l'auto-détermination des collectivités. Là aussi il s'agit d'expérimenter localement de nouvelles pratiques politiques. Le mouvement pour la décroissance devrait s'attacher à les développer<sup>45</sup>.

---

<sup>45</sup> J'ai inclus le développement de ces expériences d'alternatives politiques aux autres alternatives dont le développement est traité dans la partie 3.

### 4.3 L'action politique externe

Il s'agit dans cette approche d'essayer d'influer sur la politique, mais en dehors du cadre institutionnel et électoral. Un mouvement d'OC travaillant dans cette direction serait surtout un groupe de pression.

A mon sens le "mouvement pour la décroissance" devra être à la fois un mouvement "pour" (constructif, force de propositions), un mouvement en faveur de la décroissance, et un mouvement "contre", un mouvement de lutte et de résistance contre "le système" (capitalisme, idéologie libérale, idéologie du développement et du progrès, société de consommation, mondialisation, financiarisation, technocratie, énergie nucléaire, OGM...). La décroissance est bel et bien une orientation adverse à l'orientation actuelle : s'orienter véritablement vers la décroissance implique d'avoir mis à bas "le système" ; lutter "pour la décroissance" c'est forcément lutter contre ce qui l'empêche.

On peut envisager 3 grands types d'actions :

- Lobby auprès des "décideurs" (élus locaux, parlementaires, chefs d'entreprise...)
  - dénoncer et attaquer "le système" ; résister à la régression sociale
  - faire valoir les positions décroissantes, proposer des alternatives
- Actions militantes vis à vis du grand public
- Expression publique et prise de position du mouvement
  - conjoncturelle, en réaction à une "actualité" (journal, communiqués ou conférences de presse, diffusion de tracts...)
  - de fond (ouvrages théoriques / "idéologiques")

Ceci étant dit, il y a tout un travail qui se présente aux objecteurs de croissance pour déterminer plus précisément les actions et types d'actions militantes pertinents. Il faudrait même probablement inventer de nouvelles formes de militantisme, adaptées à la situation actuelle.

→ organiser des ateliers / groupes de travail sur ce sujet.

Comment réellement attaquer le système ? (et pas seulement se défendre de lui en résistant à son avancée). Comment lui faire mal ? Où frapper ? Où sont ses points vitaux ? Lequel de ses symboles attaquer ?

Comment être en capacité d'influer réellement le cours des choses ? Comment faire en sorte que le mouvement pour la décroissance constitue réellement un contre-pouvoir, et a minima un bâton dans les roues des processus de régression sociale, humaine et écologique ? Comment bâtir un nouveau rapport de forces ?

*"Inventer une nouvelle forme d'organisation du travail de contestation, du travail militant."*<sup>46</sup>

*"L'enjeu est d'inventer des manières de combattre le système qui ne l'alimentent pas."*<sup>47</sup>

---

<sup>46</sup> Pierre BOURDIEU, Contre-feux, Ed. Raisons d'Agir, 1998, p64.

<sup>47</sup> Paul ARIES op cit. p262

Un premier travail peut consister à interroger les formes d'action militante "traditionnelles" (manifestations, pétitions, revendications, lobbying auprès des élus...) et leur efficacité réelle. Je suis désolé de le dire ainsi mais pour moi il s'agit avant tout d'une "expression" : nous exprimons notre mécontentement. Certes le fait de pouvoir s'exprimer librement est déjà positif, tout le monde n'en a pas forcément la possibilité suivant le pays dans lequel il vit... Et je suis également d'accord que "s'exprimer" constitue un minimum. Mais il faut reconnaître qu'en nous exprimant, nous nous en remettons toujours à la bonne volonté de ceux qui ont le pouvoir, à qui il revient de nous "écouter", de nous "suivre", i.e. de tenir compte ou non de notre "expression", de notre mécontentement. Dans l'état actuel des choses, où la démocratie représentative ne fait que dissimuler l'absence de démocratie réelle, il peut paraître presque naïf de "s'exprimer" en croyant que les dirigeants vont nous écouter... La seule façon d'infléchir une situation donnée est – évidemment – le rapport de forces (dans l'image du "bras de fer"...). Une pétition, par exemple contre les OGM ou pour la sauvegarde du code du travail, établit-elle vraiment un rapport de forces avec le pouvoir en place ?

Le rapport de forces est actuellement envisagé dans 2 grandes directions : ce qui peut motiver le pouvoir à infléchir ses positions, c'est d'une part la perspective de se mettre à dos une partie de l'opinion (dès lors que cette partie est de taille significative en terme d'électorat...), d'autre part la perspective de générer, au travers de grèves, des blocages de toutes sortes, et principalement des blocages économiques.

Ne devons nous pas envisager d'autres formes d'action plus efficaces / performatives ? Comment faire pour ne pas limiter notre combat à l'expression d'un mécontentement ? Comment faire pour réellement exercer une pression, pour réellement faire levier pour basculer la situation ? Comment peser dans les décisions et les orientations ? Comment devenir un réel contre-pouvoir ? Comment arriver à construire un rapport de forces ? Toutes les voies ont-elles été explorées par les luttes actuelles et passées ? Voilà, à ce qu'il me semble, des questions-clés pour un mouvement militant comme le notre ; des questions essentielles, et qui devront perpétuellement être réinterrogées.

Un second axe de réflexion peut consister à réfléchir à des actions qui soient capables de mobiliser les gens, surtout ceux qui sont en dehors des cercles militants habituels, à les faire s'engager. L'action militante actuelle, dans tous les domaines et luttes, est menée par un groupe de personnes relativement fermé, au sens où il n'existe quasiment pas vis à vis de l'extérieur. Les militantes sont connectées entre elles, et militent souvent sur plusieurs sujets à la fois, dans plusieurs associations, structures ou collectifs. Mais il me semble y avoir un clivage très net au sein de la population, entre ceux qui militent et ceux qui ne militent pas ; les seconds rencontrent rarement les premiers, et vivent en dehors de la contestation et des luttes militantes.

De nombreuses personnes sont peut être – "dans le fond" – opposées au "système", mais sans transcrire cette opposition en pratique. Je ne suis pas persuadé par exemple que la majorité des gens soit réellement favorable au capitalisme<sup>48</sup> ; seulement la capitalisme constitue la forme actuelle de la société, et la majorité des gens se satisfait – bon gré, mal gré – de la situation. Elle accepte un état de fait. Même opposées sur le plan des idées, un certain nombre de personnes sont résignées à l'impossibilité de changer le système, se disant qu' "*de toute façon, on ne peut rien faire*"<sup>49</sup>. Les actions à mener par un mouvement militant pour la décroissance doivent notamment consister à aider les opposantes "anonymes" à devenir actives, à franchir le pas ; à transformer des non militants en militants<sup>50</sup>.

---

<sup>48</sup> Au point par exemple de pouvoir le défendre / justifier à l'aide d'arguments "valables" ; ou du moins au point de s'être véritablement approprié les arguments mis en avant et rabâchés par les véritables tenants et zéloteurs du "système", qui sont ceux à qui il profite.

<sup>49</sup> En ce sens, le projet de la décroissance en tant que reprise en main collective, me semble justement une contre-réponse au sentiment de fatalisme qui imprègne la société occidentale.

<sup>50</sup> Attendu que même les petits gestes de militance sont bons à prendre, en précisant toutefois que les gestes individuels tels ceux proposés par le "développement durable" ne peuvent pas forcément être tous considérés comme des gestes militants, de par leur caractère limité et non radical. Outre le critère de la radicalité, il me semble que l'on peut également considérer qu'il y a militance dès lors qu'il y a appartenance à un réseau. L'essentiel est donc peut être de faire en sorte de relier au réseau des OC des personnes "pas spécialement militantes à la base". Le réseau propose des actions ; libre ensuite aux personnes d' "embrayer" ou non (pardon pour la référence à l'automobile...!).

Il me semble également important de réfléchir au symbolisme de nos actions, au sens qu'elles véhiculent. Elles seront d'autant plus "performantes" qu'elles auront une forte puissance d'évocation<sup>51</sup>.

Nous pouvons inventer des "*actions spectaculaires et symboliques*", pour reprendre l'expression employée par Reporters Sans Frontière - RSF à propos des manifestations organisées contre les Jeux Olympiques de Pékin 2008. Pierre BOURDIEU (Contre-feux, p64) a lui aussi proposé d' "*inventer de nouvelles formes d'action symbolique*." Enfin, pour Paul ARIES (op cit, p155) "*Nous devons apprendre à communiquer du sens avec des expériences à l'appui*." (exemples : rentrée sans marque, journée sans achat, semaine sans télévision, fêtes de fin d'année sans débauche... évènements pendant lesquels "*nous jouons la figure de l'usager contre celle du consommateur*").

---

<sup>51</sup> Des actions comme "le Grand Don", par exemple, frappent les passants par leur caractère inhabituel : l'irruption de la gratuité et de la générosité dans la rue a de quoi interpeller sur la société marchande, la société de consommation et l'individualisme ; des actions comme les "câlins gratuits" mettent eux aussi l'accent sur la froideur des relations humaines modernes, froideur qui en quelque sorte passe inaperçue le reste du temps. Ces 2 actions "interpellent", elles questionnent des situations dont on peut se demander comme l'on fait pour les accepter, alors qu'elles ne constituent en rien des "fatalités". C'est le genre d'actions susceptibles de "faire tilt".

#### **4.4 L'approche révolutionnaire**

J'ai défini la révolution comme un phénomène discontinu consistant en un renversement des institutions en place et en la prise de pouvoir d'une nouvelle organisation, en précisant qu'au sens "traditionnel" du terme révolution, cette prise de pouvoir s'effectue par la force, avec tout ce que cela implique.

J'avoue être personnellement assez peu inspiré par une telle approche, qui est peut-être défendue par certaines personnes au sein du mouvement composite des OC. D'autre part, je crois que la plupart des OC se placent dans une optique "réformiste" (institutionnelle ou non) plutôt que dans une optique "révolutionnaire", probablement par attachement notamment à la non-violence. Le choix entre les 2 optiques pourrait après tout être discuté (ce qui, à ma connaissance, n'a jamais été fait de manière très approfondie au sein du mouvement) ; je ne m'y attarderai pas ici.

Je souhaite en revanche évoquer un autre type de processus révolutionnaire, celui proposé par Cornélius CASTORIADIS : "*La révolution signifie l'entrée de l'essentiel de la communauté dans une phase d'activité politique, c'est à dire institutive. L'imaginaire social se met au travail et s'attaque explicitement à la transformation des institutions existantes.*" (cité par Serge LATOUCHE dans Entropia n°1, p13). Cette démarche rappelle celle des révolutionnaires réunis en assemblée constituante en 1789 (révolutionnaires qui ne représentaient pas cependant l'essentiel de la communauté, mais principalement la classe bourgeoise...). Elle consiste en un phénomène révolutionnaire (rupture) moins "discontinu" que la forme "traditionnelle". Je la trouve très intéressante (sans nostalgie particulière pour la révolution française !).

La révolution selon CASTORIADIS implique que les citoyens rentrent volontairement, et massivement, dans un processus instituant ou constituant. Reste à savoir comment mettre en branle un tel processus instituant ou constituant.

Mais elle implique également que les représentants et dirigeants des institutions actuellement en vigueur laissent leur place aux citoyens, d'une façon ou d'une autre.... Si les rassemblements de citoyens sont actuellement autorisés, la substitution théorique ou de fait au élu et aux institutions de la république risque fort en revanche, au-delà d'un certain niveau de "réappropriation populaire", de constituer une infraction grave et répréhensible aux lois de la république... A cet égard, on peut se demander si un tel mouvement peut effectivement se réaliser, comme le prétend CASTORIADIS, sans "*guerre civile ni effusion de sang*", i.e. différemment de la révolution "traditionnelle".

Il n'empêche qu'une telle approche devrait être sérieusement étudiée.

##### **4.4.1 On arrête tout ?**

L'humanité fait face à une situation de crise véritablement historique<sup>52</sup>. Pour autant je remarque que nous ne prenons pas le temps. "*La maison brûle*" - pour citer ce cher CHIRAC – mais je ne dirais pas que "nous" regardons ailleurs (je parle de l'ensemble de la société) : nous ne regardons pas ; c'est comme si nous ne nous apercevions pas qu'elle brûle, comme si nous y étions insensibles ; nous savons qu'elle brûle, mais nous restons là, *comme si de rien n'était*, à ne rien faire, ou presque ; en tous cas rien qui ne soit véritablement à la hauteur de "l'événement". C'est comme si nous attendions stoïquement qu'elle s'écroule sur nos têtes...

Cette situation est avec le recul assez stupéfiante. Il y a peut-être le refus plus ou moins conscient de regarder ce qui "dérange" en face. Mais j'ai le sentiment qu'une des raisons pour lesquelles il semble si difficile d'interrompre le "cours des choses", et d'agir pour changer radicalement d'orientation, c'est que l'ensemble de la population est prise dans le flot journalier de la vie moderne. Si tant est qu'elles puissent poindre, les réflexions et les "bonnes volontés" sont emportées par ce flot. Chacun aujourd'hui a, je pense, plus ou moins connaissance et conscience des graves menaces qui pèsent sur l'avenir collectif et individuel. Elle ou il peut penser pendant une demi-heure que le monde va mal et puis repart dans son train-train : il faut travailler (gagner sa vie ne souffre pas d'interruption, hormis celle des week-end et des congés payés), aller faire les courses, s'occuper de ses enfants, se rendre à ses activités sportives ou culturelles, aller se coucher car on est fatigué...

---

<sup>52</sup> Après avoir peut-être abusé du mot "crise" précédemment, je l'utilise ici dans son sens original, rappelé par Eric HAZAN dans son ouvrage LQR (réf...) : la crise désigne le moment d'une maladie caractérisé par un changement subit et généralement décisif, en bien et en mal.

De plus, je pense que chacun est démuni face à l'absence de solution apparente. Si la problème est complexe et paraît extrêmement difficile à résoudre, il y a aussi que les solutions ne sont vues qu'individuellement : à son propre niveau, tout seul, il paraît bien difficile "d'éteindre le feu" ; bien que le problème soit collectif et concerne tout le monde, on ne se retrouve pas avec les autres pour examiner la situation et élaborer une réponse collective. On retrouve là la passivité du "citoyen" moderne, dépossédé de ses moyens d'action sur le cours collectif des choses, et dont la seule activité politique consiste à se déplacer de temps en temps (pas toujours d'ailleurs...) pour jeter un bulletin de vote dans une urne.

Il y a une image qui m'est venue à l'idée pour décrire cette situation ; elle présente les avantages de l'image (être "parlante", du moins je l'espère) et ses inconvénients (présenter une vision simplificatrice des choses). C'est comme si nous étions, nous occidentaux, dans une sorte de couloir assez large, complètement rempli de gens en mouvement – comme des globules rouges dans une artère ou comme des molécules d'eau dans une rivière. Il y a un écoulement. Tout le monde va dans le même sens, assez rapidement ; la densité dans le couloir crée une sorte de pression ; chacun avance parce que les autres derrière lui avancent et le poussent, et que ceux qui sont devant et à côté de lui avancent eux aussi. Tout le monde est pris dans l'écoulement, que personne ne maîtrise vraiment. L'écoulement est dominé par quelques personnes : nos dirigeants (ceux qui donnent la direction et dirigent, qu'ils s'appellent Nicolas Sarkozy, Georges Walker Bush, Jean Claude Trichet, Jacques Attali, Michel Edouard Leclerc, Jean-Luc Lagardère, Patrick Le Lay, Jean Pierre Pernaut, Jean Marc Sylvestre, etc.). Je les imagine perchés sur de gros rochers au milieu du flot de personnes, hurlant dans des porte-voix : "Allez, on avance, c'est par là, tout droit, plus vite que ça" et prodiguant des encouragements "c'est bien, c'est par là qu'il faut aller, bravo, allez, on continue encore". Et tout le monde suit le mouvement, parce qu'elle ne se pose pas la question de la raison de cet écoulement là, qu'elle n'a pas le choix, ou parce qu'il a le sentiment que cette vie là est somme toute assez agréable, aidé en cela par la propagande délivrée par ceux qui sont sur les rochers.

La question que je me pose c'est comment mettre fin à cet écoulement ; comment augmenter le nombre de personnes qui cessent de jouer le jeu, et qui réussissent à s'extraire du flot, en regagnant les bords du "couloir", en se mettant dans les "contre-courant", ou en s'accrochant à d'autres qui se sont déjà arrêtés (je ne parle pas de ceux qui parviennent à atteindre les rochers des "dirigeants" à s'y hisser plus ou moins haut...). Je m'interroge sur l'idée d'arrêter – à plusieurs, et massivement – le cours des vies quotidiennes. Que chacun "appuie sur pause", marque un point d'arrêt, et se dégage de ses obligations quotidiennes, afin de réfléchir avec les autres à ce qui est en fin de compte le plus important : le vivre ensemble et l'avenir collectif. Par ailleurs, le fait de s'y mettre à plusieurs aide chacune à effectuer le saut / la rupture, qu'elle ne pourrait que difficilement "se permettre" toute seule...

Il s'agirait d'organiser une sorte de grève générale, mais sans revendication autre que celle de prendre le temps de s'occuper des choses sérieuses, de réfléchir ensemble, de reprendre les choses en main pour modifier la trajectoire commune et éviter le mur. On le voit, cet arrêt général se distinguerait clairement d'une grève générale, telle celle prônée par les syndicalistes à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle : l'arrêt ne serait pas opéré pour ses conséquences (le blocage économique, comme moyen de pression sur le patronat ou le gouvernement pour obtenir des avancées), il serait recherché pour lui même ; il ne s'agirait pas de faire pression, mais de libérer du temps pour l'auto-institution du corps des citoyens.

J'ai forcément en tête le principe du fameux "An 01" de Gébé : "*On arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste.*". Et aussi cette phrase de François PARTANT : "*Aucun pouvoir ne pourrait venir à bout d'une société qui déciderait de ne plus jouer le jeu, qui choisirait de s'asseoir au bord de la route.*" (Que la crise s'aggrave, p183-184).

#### **4.4.2 Expérimenter la démocratie directe**

La re-politisation et le reprise en main par chaque individu de son rôle de citoyen et de son pouvoir politique, me paraît, je l'ai déjà dit, essentielle. Je sais qu'un certain nombre d'OC et notamment quelques "leaders" du mouvement des OC se disent républicains. Pour moi, république ne signifie rien d'autre que démocratie représentative, sans rapport avec le sens étymologique du mot (la res-publica, la chose publique). Après ROUSSEAU et CASTORIADIS (entre autres) je considère que la démocratie représentative n'est pas la véritable démocratie. Je ne dis pas que dans l'immédiat la république doit forcément être rejetée – au contraire, je suis favorable à une action politique des OC dans le champ institutionnel (cf. 4.2) – cependant cette acceptation n'est valable que dans une approche de transition. La démocratie représentative est peut être un des moyens pour initier la décroissance à court et moyen termes, mais elle constitue pour moi un horizon largement insatisfaisant et dépassable. La démocratie directe est l'idéal vers lequel nous devons tendre. Autant commencer à expérimenter tout de suite !

#### 4.4.3 Organiser des Etats Généraux ?

L'organisation pratique d'un tel arrêt général doit être discutée. On peut imaginer d'organiser simultanément dans chaque grande ville de France des "Etats Généraux", regroupant tout citoyen, association, organisation prêts à réellement faire quelque chose pour reprendre collectivement le destin de la société en mains et changer la direction empruntée par la société. La participation à ces Etats Généraux serait basée sur un appel au sursaut collectif : que pouvons nous faire ensemble ? Ces Etats Généraux donneraient lieu à des forums de discussion, des ateliers thématiques débouchant non seulement sur des déclarations de principes mais sur des projets d'actions concrètes. Il ne s'agirait pas de revenir et discuter longuement sur les constats ou les analyses, mais d'envisager des moyens et des actions de "sortie de crise". L'ensemble des propositions formulées pourrait être synthétisé au niveau national (voire international le cas échéant).

Ces Etats Généraux pourraient être organisés un week-end pour commencer, ce qui faciliterait la participation du plus grand nombre, en évitant à la plupart des salariées de devoir poser un jour de congés pour cette activité citoyenne<sup>53</sup>. On peut prévoir de recommencer ultérieurement à une échéance donnée (15 jours ou 1 mois après ?), en prélude ou en entraînement à un arrêt massif en semaine ? (cf. les séances d'entraînement préalables à l'An O1). Les répétitions pourraient notamment permettre d'élargir progressivement "le mouvement".

---

<sup>53</sup> Actuellement, le code du travail ne donne aux salariés que quelques jours au plus d'information et de réunion syndicales. Dans la démocratie grecque, la loi prévoyait la participation des citoyens aux assemblées et tribunaux populaires, et une rétribution pour compenser la perte des journées de travail correspondantes (cf. Cornélius CASTORIADIS, "La Cité et les Lois", Seuil, 2008, p50).

## **5 LA TRANSFORMATION CULTURELLE (AXE 3)**

Avec cette transformation culturelle, il s'agit d'une part de mettre à bas les présupposés idéologiques du système, et d'autre part de refonder une nouvelle philosophie de vie (vie individuelle et vivre ensemble). La décolonisation de l'imaginaire est également une reconquête de l'esprit critique, de la citoyenneté, des capacités d'action et d'autonomisation individuelles et collectives.

La décolonisation de l'imaginaire est nécessaire pour effectuer la transition : pour quitter l'organisation socio-politico-économique actuelle, et pour pouvoir entamer le processus de décroissance. Elle concourt directement à l'acceptabilité de la décroissance évoquée au 2.2.

### **5.1 Remarques préliminaires**

Telle qu'elle est formée et formatée par "le système", il me semble impossible que la grande majorité de la population occidentale (et dans une moindre mesure la population du "Sud") remette en question "le système" et se rallie à la décroissance en 2 coups de cuillère à pot... Etat donnée d'une part la profondeur à laquelle sont enracinés les pré-supposés culturels qui fondent "le système", et d'autre part le travail de "crétinisation" mené par les médias, l'entrée en vigueur de la décroissance repose sur un véritable travail collectif de ré-éducation culturelle.

L'entrée en décroissance commence déjà par une position critique vis à vis du monde dans lequel nous vivons, de ce que nous en voyons, et de ce qu'on nous en fait voir et entendre. La ré-éducation culturelle à mener doit donc d'abord être une ré-éducation à l'esprit critique, au sens plein du mot critique. L'idée serait de favoriser les pas de chacun vers le libre arbitre et l'autonomie de pensée, préalables à une reprise du pouvoir sur sa propre vie, et à l'investissement politique.

La décolonisation de l'imaginaire commence par une information critique sur "le système" et son fonctionnement. Nous devons faire connaître le diagnostic concernant la situation mondiale (crise écologique, inégalités sociales de toutes sortes, in-humanité des sociétés modernes, apparence de démocratie...<sup>54</sup>), et surtout faire connaître l'analyse que nous faisons de cette situation (critique du développement), en essayant de la faire partager. Il faut au final énoncer les conclusions que nous en tirons, et formuler nos propositions à travers le projet de la décroissance (dans ses diverses dimensions).

Il faut trouver un cadre à l'expression publique des OC. Il s'agit de faire entendre notre voix et notre "contre-discours" et de faire connaître notre projet au maximum de personnes.

Cette expression publique pourrait porter y compris sur "l'actualité" : on peut penser à la création de médias "décroissants" (journaux, radios...) qui procéderaient à une "lecture" de la société / de "l'actualité", mais avec un regard "décroissant" (sur le fond et la forme). Ces médias auraient une réelle finalité informative et culturelle<sup>55</sup>, et se placeraient dans une optique de formation des citoyens. On peut envisager que le mouvement pour la décroissance dispose à cet égard de journalistes et de correspondants locaux pour relater et analyser les faits en dehors du cadre idéologique dominant.

Il conviendra de toucher un public large et diversifié, je pense notamment à ce que l'on appelle couramment les "classes populaires" et aux habitants des zones rurales, par exemple.

---

<sup>54</sup> Il ne s'agit pas seulement de favoriser la prise de conscience des problèmes du monde; mais d'aller au delà, vers ce que 2 chercheurs appellent la "pratique subjectivée" (Laurence GUEHEO et Frédéric NEYRAT, dans *Ecorev* n°27, p73) "*Il faut en effet distinguer une conduite normative, qui s'apprend à coups de radars, de bons points et de gains en écotaxes, d'une pratique subjectivée que l'on fait parce qu'elle incarne une position (morale, éthique) [...]. Quand nous parlons de pratique "subjectivée", nous ne parlons pas seulement de prise de conscience, nous parlons de son inscription dans le temps, d'une conscience "durable" – qu'on pourra soutenir dans la durée. On ne pourra l'obtenir que par une véritable éducation esthétique, qui rende sensibles les individus non seulement aux dommages que pointent les militants de l'écologie, mais aussi aux formes de vie qui sont atteintes.*" A défaut, "la peur des catastrophes ne donnera pas des voix aux Verts mais à n'importe quel candidat sécuritaire qui sera capable de recycler des affects angoissés."

<sup>55</sup> J'entends par culture ce qui aide à comprendre le monde, et à vivre et agir en son sein.

Principales difficultés :

- Il faudra parvenir à faire exister la décroissance au sein de la profusion de la production médiatique (et publicitaire). Il ne s'agit pas seulement d'être présent sur le terrain médiatique mais de réussir à faire entendre ce que nous avons à dire. Le terrain médiatique comporte d'une part les grandes enseignes inféodées au "système" (télévision, radio, "presse écrite" et certains sites Internet), mais auxquelles est connectée la majeure partie de la population ; et d'autre part des médias indépendants, diffusant une information libre et des analyses alternatives, mais qui demeurent assez confidentiels. Je crois que l'on peut difficilement se passer de l'un ou de l'autre. L'essentiel est de trouver les moyens d' "aller chercher" le citoyen, et de le "toucher", et de "toucher" le plus grand nombre de personnes. Nous devons aussi peut être imaginer d'autres formes de "présence" que le fait d'être en une des journaux : on peut par exemple aller rencontrer le citoyen physiquement, dans les lieux publics ou à proximité des entreprises<sup>56</sup>.
- Outre la profusion, le système médiatique actuel se caractérise également par un travail de matraquage idéologique et de désinformation, qu'il va s'agir de contrer. Il y a cependant un risque de faire tomber les individus dans un syndrome "on ne sait plus quoi penser : on nous dit d'un côté que telle chose est bonne / vraie, et de l'autre qu'elle est mauvaise / fausse"...

## **5.2 Quelques pistes pour l'action**

### "Groupes locaux décroissance"

- Organisation d'évènements réguliers (tels débats, conférences, rencontres citoyennes, projections de films), partout en France dans les communes et les quartiers.
- Universités populaires
- Interventions en milieu scolaire si c'est possible (dans le cadre d'actions d'éducation à l'environnement ou à la citoyenneté par exemple).

### Echelle nationale

- Développer les médias dédiés à la décroissance et aux alternatives (journaux, magazines, revues, livres, films documentaires, émissions radio ou télévisées, voire chaînes de télévision dédiées...) et les diffuser le plus largement possible.
- Création de supports pédagogiques, sur ou autour de la décroissance.
- Faire des fiches de lecture "résumant" des ouvrages théoriques sur la décroissance (pour vulgariser les connaissances)
- Elaborer des contre-arguments aux idées toutes faites et aux idées reçues sur la décroissance, en réponse aux principales attaques prévisibles
- Former des colporteurs de la décroissance (cf. le projet de François SCHNEIDER)

---

<sup>56</sup> Dans l'idée de porter le discours sur tous les fronts, je rejoins l'idée de Paul ARIES (op cit., p201) : "*Nous devons tout faire par ailleurs pour porter le discours de la décroissance auprès des salariés et de leurs syndicats (réduction globale du temps de travail, développement du temps choisi, réflexion sur l'utilité de la production, sur la hiérarchie des salaires, etc.)*."

## **6 CONSTRUCTION ET DEVELOPPEMENT DU MOUVEMENT POUR LA DECROISSANCE**

### **6.1 Remarques préliminaires**

#### **6.1.1 Qu'est ce que j'entends par "mouvement" ?**

Je conçois le "mouvement pour la décroissance" comme la mise en réseau des groupes et des personnes agissant en faveur de la décroissance, dans différentes directions et de différentes façons (complémentaires) ; il s'agit donc d'un mouvement plutôt tourné vers les actions militantes, dans les domaines du développement des pratiques alternatives (axe 1), de la "décolonisation de l'imaginaire" (axe 3), et de la politique non institutionnelle (la politique institutionnelle repose, elle, sur une organisation de type "parti", qui d'un point de vue formel se différencie clairement du réseau militant dont il sera question dans cette partie).

Je conçois le mouvement avant tout une puissance collective, une force d'action, une "force de frappe" en faveur de la décroissance. Il s'agit de faire travailler ensemble les différents groupes et actrices de la décroissance. La mise en réseau a uniquement pour but de démultiplier et de coordonner l'action de l'ensemble des groupes. L'idée n'est pas de structurer le mouvement, au sens d'une structure rigide, et notamment pas de créer une structure pyramidale avec des personnes placées au dessus des autres, et leur imposant leurs directives... L'idée est bien celle du réseau, et de la synergie explicitée au point 6.2.4.

Le mouvement comporte tous les groupes agissants ; le réseau est donc ouvert à tous et toutes. L'appartenance ou l'adhésion au mouvement n'a pas forcément à être formalisée. L'appartenance de fait – i.e. la participation à l'action du mouvement – me semble suffisante.

Dernière précision : concernant l'échelle du mouvement, il me semble préférable de constituer déjà un véritable réseau à l'échelle de la France, qui pourra ensuite être relié à d'autres mouvements d'OC dans d'autres pays (on peut penser notamment à l'échelle européenne ou à l'échelle de la francophonie).

#### **6.1.2 Regroupons-nous !**

Partant des différents acteurs actuels militant pour la décroissance, Didier LAURENCIN avait posé en 2007, après les rencontres de Royères de Vassivière, la question suivante : souhaitons nous faire quelque chose ensemble ? Cette question, provocante dans le bon sens du terme, sous entend que certains acteurs actuels de la décroissance sont peut être opposés à l'idée de collaborer avec d'autres mouvances du mouvement.

Il y a évidemment au sein du mouvement différentes "mouvances", présentant des divergences d'approche plus ou moins profondes vis à vis de la décroissance. Il ne s'agit pas de glisser les motifs de fâcherie sous le tapis. Je crois au contraire que nous devons identifier et expliciter les divergences (en plus des convergences évidemment), et analyser ensuite en quoi et pour-quoi ces divergences peuvent être éventuellement bloquantes. Elles ne devraient pas empêcher le regroupement ou l'action commune vis à vis de tel ou tel objectif. Travailler ensemble, en réseau, ne signifie pas le regroupement permanent. En dehors du travail collectif, chacun peut conserver son identité et son "pré carré" d'action et de liberté. Je ne vois pas de bonne raison d'être opposé à l'idée de "travailler ensemble" du moment que chacun reste libre de ses initiatives et n'est pas inféodé à une structure hiérarchisée. On peut concevoir le travail collectif uniquement comme un travail en "bonne intelligence" avec les autres. Regroupement et collaboration ne veulent pas dire fusion - absorption !

Surtout, il me semble que les choses pour lesquelles nous nous battons et les difficultés de ce combat nous commandent presque de nous regrouper. Elles devraient à minima nous interdire le luxe de rester enfermés dans des querelles de clocher et de nous diviser. Il vaudrait mieux au contraire nous multiplier ! Pour être efficace, la décroissance pourra difficilement se passer de ses différentes composantes et d'une action collective coordonnée. Regroupons-nous ! L'union fait la force ! Nous devons travailler ensemble. Nous devons "penser collectif" et "agir collectif".

Déjà, il me semble utile que chaque OC soit reliée à un groupe local ; il faut faire disparaître l'isolement. Ensuite, les groupes constitués s'associeront en réseau aux autres groupes, afin de mutualiser les énergies et les moyens pour notre objectif commun.

La question essentielle n'est pas "souhaitons nous faire quelque chose ensemble ?" mais plutôt : "qui veut faire quoi ?". La décroissance peut s'atteindre par différentes voies, et au sein de chacune de ces voies un grand nombre d'actions et d'approches différentes peuvent être envisagées. La liste des tâches et des entreprises est longue, et aucune de ces voies ou tâches n'est meilleure que les autres, ni forcément plus prioritaire. Non seulement elles sont complémentaires et doivent toutes être explorées, mais elles peuvent parfaitement coexister. Dès lors, la réponse est simple : à chacun de s'emparer du type d'action "qui lui parle", selon sa sensibilité. Cette variété d'approches ne peut constituer qu'une richesse du mouvement (à "cultiver" comme la biodiversité !).

### 6.1.3 A propos du sentiment d'urgence

Un grand nombre d'objecteurs de croissance éprouvent un certain sentiment d'urgence à faire émerger la décroissance et à constituer un mouvement pour la décroissance. Ce sentiment d'urgence me semble à interroger collectivement. Pas tant du point de vue de ses origines (nous sommes tous d'accord sur le fait, en particulier, que la crise écologique est là et qu'elle a même déjà commencé, et que chaque jour accroît la destruction de la planète et diminue l'espoir d'un monde vivable pour les générations futures) que du point de vue de ses conséquences vis à vis de l'action / des actions que le mouvement pour la décroissance se propose de conduire. Ce sentiment d'urgence ne risque-t-il pas d'être contre-productif ? Ne faut-il pas chercher à s'en déprendre ?

*"Si pressé par l'urgence, nous ne décollons pas de l'actualité, nous échouons, soit par incapacité à juger la situation faute de recul, soit, pire, pour avoir réussi en oubliant nos raisons d'être. Notre paradoxe est de devoir nous hâter lentement, sommés de réfléchir dans une maison qui prend feu. Mais on ne force pas plus le développement d'un grand changement humain que celui d'une plante."* Bernard CHARBONNEAU, Le feu vert. Autocritique du mouvement écologique. 1980.

Il me semble sage notamment de ne pas confondre vitesse et précipitation. Il s'agit de faire attention à ce que ce sentiment d'urgence ne nous conduise pas à faire n'importe quoi, et à "*bâcler ce qui demande réflexions et débats*"<sup>57</sup>. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille se complaire dans le coupage de cheveux en quatre, pour au final ne rien faire, ou avancer trop lentement.

Nous sommes bien d'accord qu'il y a nécessité d'agir. Pour ma part, je considère que la réponse la plus pertinente au sentiment d'urgence, ce n'est pas d'essayer de faire les choses rapidement, c'est essayer d'être efficace.

## 6.2 Développer le mouvement

En réponse au constat de marginalité du mouvement actuel, il me semble nécessaire avant tout de fédérer les forces en présence, pour gagner en puissance collective. Il s'agit en définitive de développer le mouvement pour la décroissance – au sens que prend ce verbe quand on parle de la croissance d'un enfant, d'un animal ou d'une plante<sup>58</sup> – afin qu'il prenne véritablement place dans la société.

Par analogie avec le développement organique, j'expose ci-après ce que pourraient être les grands principes de ce développement, appliqués au mouvement pour la décroissance.

### 6.2.1 Savoir qui l'on est

La question de l'identité du mouvement me paraît importante. Il doit être clairement identifié, de l'extérieur, et également au sein des OC. L'identité permet de se différencier d'autres mouvements militants et d'être reconnu de l'extérieur en tant que mouvement autonome.

---

<sup>57</sup> Pour reprendre une expression de Raoul Marc JENNAR.

<sup>58</sup> On ne me blâmera pas, j'espère, d'employer les mots croissance et développement dans leur acception originelle. Cet emploi n'est pas une provocation : seul le verbe "développer" me semble apte à traduire le fait que "l'avancement" de notre projet doit se réaliser de manière simultanée dans plusieurs dimensions complémentaires.

Nous pouvons tout d'abord nous définir en tant qu'objectrices de conscience ou partisans de la décroissance, c'est à dire par rapport à une définition générale de "la décroissance" (par exemple la définition que j'ai donnée au 1.2., qui nous définit par ce que nous cherchons – un certain changement de la société – et par les valeurs qui portent ce changement et en donnent la direction).

Mais il s'agit surtout de définir le mouvement / réseau en lui même. Pour cela, il n'y a selon moi qu'une seule façon : définissons-nous par ce que nous faisons. Il s'agit d'énoncer clairement l' "objet"<sup>59</sup> du mouvement, le type d'action que nous allons mener et leur cadre (politique non institutionnelle, éducation populaire, promotion des pratiques alternatives, etc.).

### 6.2.2 Savoir d'où l'on vient

Il peut être utile de connaître le bilan que des acteurs tels que decroissance.info, La ligne d'horizon, Les renseignements généreux, ou Silence!... – par exemple – tirent de leur expérience et de leur action militante. Cela peut aider le mouvement à identifier plusieurs choses : pistes à poursuivre, à explorer ou à défricher ; difficultés du combat pour la décroissance ; aspects à améliorer, etc<sup>60</sup>.

### 6.2.3 Exister

Je le répète, le mouvement n'existera qu'à travers les actions qu'il conduira (contributions théoriques, évènements organisés...), et de sa présence et de son implication "sur le terrain" social et politique.

Exister implique aussi de se faire connaître. Cela pose clairement la question de la présence médiatique du mouvement, de son "discours", et de la communication sur ses actions. La question médiatique a été rapidement abordée au point 5.

### 6.2.4 Coordonner ses mouvements

La mise en réseau des actrices de la décroissance consiste à relier entre eux les membres du mouvement et à coordonner leurs actions. La notion essentielle est celle de **synergie** : "*du grec sunergia : 'coopération' ; action coordonnée de plusieurs organes, association de plusieurs facteurs qui concourent à une action, à un effet unique.*" (Le Petit Robert", 2004)

Le fait que chacun concoure à un même effet me semble déjà plus ou moins acquis concernant le mouvement pour la décroissance existant : chacun travaille à faire émerger la décroissance et/ou à la mettre en pratique. En revanche les actions des différentes entités et personnalités constituant le mouvement ne sont pour l'instant pas quasiment pas reliées et leurs actions non coordonnées.

D'un point de vue théorique, on peut imaginer 2 modèles permettant d'atteindre une coordination entre des "membres" disjointes.

- 1) Le premier est un modèle centralisé : une "unité centrale" décide de l'action des différentes entités décentralisées et les dirige de manière coordonnée en fonction des objectifs qu'elle s'est donnée. Je pense que nous conviendrons tous que ce modèle correspond assez peu à "l'esprit décroissance"...
- 2) Le second modèle consiste en une auto-coordination des entités.

---

<sup>59</sup> Comme l'objet d'une association, tel qu'il apparaît au premier article de ses statuts.

<sup>60</sup> L'idée de conserver la mémoire du travail de certains combats militants, afin que cette mémoire serve pour les combats à venir, est au cœur de l'excellent ouvrage "Micropolitique des groupes", David VERCAUTEREN, Editions HB, 2007.

Cette auto-coordination est possible sous 4 conditions :

- Première condition : il faut déjà que les membres existent ! Pour la décroissance, il faut constituer des groupes au niveau local, un groupe étant un ensemble de personnes à même de pouvoir se rencontrer physiquement, régulièrement, pour échanger, agir, etc. Comme je l'ai dit au 6.1.2, il me paraît important de tous les OC se regroupent et sortent de l'isolement.
- Seconde condition : les différents groupes doivent être reliés entre eux. Cela leur permet d'une part de se connaître, d'autre part de pouvoir se contacter, d'échanger, de bâtir des projets ensemble.
- Troisième condition : chaque groupe doit être informé régulièrement de ce que font les autres groupes. Cette information permet à un groupe donné de pouvoir adapter sa propre action à celle des autres, soit pour la mettre en cohérence avec celle des autres (dans l'idée d'amplifier le mouvement général), soit pour travailler dans une direction complémentaire de celle des autres (par exemple sur un aspect négligé par les autres groupes). Cette information permet par ailleurs d'éviter les redondances, les contradictions ou les contre-productivités au sein de l'action des différents groupes.
- Quatrième condition : les groupes doivent se retrouver régulièrement :
  - a) pour établir un diagnostic de leur action commune (identification des choses qui sont faites et bien faites, des lacunes et des insuffisances, des voies encore à explorer...)
  - b) pour décider ensemble des grandes voies qui peuvent être données au mouvement pour la suite.

Il ne s'agit pas qu'une hiérarchie décide pour les autres et leur impose ses vues et orientations. Après la réunion, chacune rentre chez soi avec des informations partagées sur la direction générale du mouvement et décide librement de sa propre action, en fonction des objectifs définis en commun.

Si l'on transcrit ce modèle d'auto-coordination dans la pratique, la synergie au sein du mouvement pour la décroissance devrait pouvoir être assurée par 3 outils assez simples à mettre en place :

- Un annuaire recensant les groupes constitutifs du mouvement (et les individus dans la mesure où ils sont isolés). Cet annuaire peut déjà faciliter la formation des groupes locaux, en permettant à chaque OC d'identifier les OC habitant dans sa ville ou sa région<sup>61</sup> ; Il permet ensuite les contacts entre groupes.
- Une lettre de liaison, conçue comme un outil d'information et d'échange entre les groupes locaux. La lettre diffuserait, à une fréquence à déterminer, divers messages d'importance collective, ou concernant une action impliquant simultanément plusieurs groupes locaux, ainsi que des informations sur les actions entreprises ici et là par les différents groupes locaux. Pour ce faire, ceux-ci feraient remonter à une micro-structure des informations factuelles, comme par exemple : "nous, groupe local de Dijon, avons organisé tel type d'action. Nous en dressons le bilan suivant : aspects positifs / aspects négatifs. Pour plus de précision contacter le groupe de la façon suivante : ..."62.

S'il ne s'agit que de réceptionner et de faire circuler des informations, une simple boîte à lettres électronique devrait pouvoir suffire, complétée d'un "secrétariat" pour assurer les réceptions de messages et l'envoi de la lettre de liaison (par voie électronique, et au format papier pour ceux qui n'accèdent pas à Internet), La gestion de cet outil pourrait être assurée à tour de rôle par les différents groupes locaux, sur la base d'une rotation tous les 1 ou 2 mois par exemple.

Il resterait à définir les modalités concrètes de fonctionnement de cet outil : fréquence des transmissions aux membres inscrits sur la liste de diffusion, modalités de sélection des informations "redescendues" (en fonction principalement du volume d'information reçue et à diffuser ; toute information ayant trait à l'action pour la décroissance et dont la connaissance s'avère utile pour l'ensemble du groupe doit être relayée).

---

<sup>61</sup> Un tel annuaire existe déjà sur le site [decroissance.org](http://decroissance.org). Il permet d'effectuer des recherches par zone géographique. Il conviendrait peut être de le mettre à jour (déménagements...) et surtout que tous les OC s'y inscrivent.

<sup>62</sup> Cette lettre de liaison a été proposée par François SCHNEIDER à Royères de Vassivière en 2007, autour de l'idée d'un "ROCADe" informel ; elle correspond également à l'idée d'un "ROCADe" comme caisse de résonance des actions proposée par Didier LAURENCIN.

- Une rencontre a minima annuelle des objecteurs de croissance / partisans de la décroissance. Son organisation pourrait être confiée à un groupes de bénévoles chargé uniquement des questions matérielles : lieu, couchage, nourriture, logistique, moyens techniques, etc. Pour ce faire, il pourrait être constitué une association loi 1901 – uniquement pour porter la responsabilité juridique et financière (assurance, réservation du lieu, compte en banque...) – dont les membres devraient de préférence se renouveler chaque année. L'association procéderait à des appels de fond au sein du réseau afin de disposer de la trésorerie nécessaire pour les avances d'argent, et serait remboursée ultérieurement par les participants, le tout à bilan financier nul au final évidemment (ni gain ni perte).

Les rencontres d'OC existent déjà, et les principes exposés ci-dessus ont déjà été mis en pratique... C'est tant mieux ! Il conviendrait juste de laisser une part plus importante aux ateliers de travail par rapport aux exposés, dans l'idée d'orienter ces rencontres plus vers l'action / détermination de l'action que vers l'information.

### **6.2.5 Grandir**

Il s'agit d'agrandir le cercle, et de rallier de nouveaux militants. Ceci dépendra avant tout de notre présence "sur le terrain", des actions qui vont nous faire connaître et de leur pertinence.

Je pense qu'une partie des militants écologistes devraient pouvoir assez rapidement basculer de notre côté. La présence croissante (!) de "la décroissance" dans les débats devrait à court ou moyen terme conduire à une scission au sein des mouvements écologistes, qui devront se positionner une fois pour toutes du côté d'une écologie d'accompagnement du "système" ou du côté d'une écologie politique radicale / de rupture, et donc choisir entre la fiction du "développement durable" et la décroissance. Cette scission me semble inexorable ; on peut essayer de la provoquer si elle tarde trop...

De même, une partie des militants dits altermondialistes doit également pouvoir se rallier à la décroissance, une fois compris que l'ensemble des objectifs qu'ils supportent (équité des relations Nord-Sud, fin de la mondialisation libérale, autonomie des peuples, par exemple) font non seulement partie de la décroissance, mais ne peuvent guère être atteints autrement que par elle...

Pour les membres ou actrices d'autres réseaux militants, l'adhésion à la décroissance et à un mouvement d'OC passe par l'abandon préalable des idéologies développementaliste, economiciste ou productiviste (notamment pour "l'extrême gauche"). Cf. la question des lignes de fracture évoquée au 4.2.5.

### **6.2.6 Accroître les capacités, le rayon et l'ampleur de ses actions**

L'augmentation de notre puissance devrait découler :

- d'une part de l'accroissement quantitatif du mouvement (cf. point précédent)
- d'autre part de la synergie entre les différents groupes (cf. 6.2.4)

### **6.2.7 Savoir où l'on va et comment l'on y va**

Les orientations, les objectifs et la stratégie du mouvement pourraient être décidées collectivement lors des rencontres régulières d'OC (cf. 6.2.4).

### **6.2.8 Tendre vers le maximum de cohérence avec soi-même**

Il me semble indispensable de faire transparaître "l'esprit décroissance" dans la manière d'être et de fonctionner du mouvement. Il s'agit de le mettre en cohérence avec nos idées, et donc de ne pas reproduire des schémas de fonctionnement, plus ou moins conscients, qui sont ceux de ce que nous prétendons combattre. Il faut pour cela ne pas hésiter à interroger les habitudes militantes (cf. notamment "Micropolitique des groupes"). La mise sur pied du réseau peut être une bonne occasion d'expérimenter nous-mêmes de nouvelles façons de fonctionner.

Il convient en particulier d'attacher une grande importance au fonctionnement démocratique du mouvement. S'organiser autrement consiste en particulier à s'interroger sur les processus de prise de décision et sur les prises de position : qui les prend et au nom de qui ? Quel(s) pouvoir(s) ? S'il est fait appel à des délégués pour représenter les groupes locaux, comment ces délégués seront-ils désignés ? Par élection ? (si oui, comment s'assure-t-on de leur légitimité et de leur représentativité ? Combien de temps dure un mandat ? etc.) Quels processus de contrôle du bon fonctionnement de l'organisation ?

L'autre point important tourne autour des rapports humains en général au sein du mouvement. Je pense notamment à la question des rapports homme / femme, au partage de la parole, à la violence physique et verbale, au respect des autres, etc.

Il me semble indispensable de réfléchir à ces sujets, et de définir quelques règles pour le bon fonctionnement du réseau, en particulier pour le déroulement des rencontres annuelles.